



DOSSIER DE PRESSE

**3^{ème} édition du Sommet « Choose France ! »
consacré à l'attractivité économique de la France et de ses territoires**

Versailles, 20 janvier 2020

**Choose
FranceTM**

**International
Business Summit
20.01.2020, Versailles**



AN INITIATIVE OF
THE PRESIDENT
OF THE FRENCH REPUBLIC

La troisième édition du Sommet Choose France aura lieu le lundi 20 janvier 2020 à Versailles.

Choose France a vocation à promouvoir l'attractivité de la France auprès des investisseurs internationaux. Cette édition mettra l'accent, dans la continuité de l'édition de janvier 2019, sur les territoires français – leurs atouts, leurs savoir-faire, leur capacité d'innovation – avec pour objectif de renforcer la dynamique d'investissement en région.

Cette dynamique a démontré sa solidité depuis deux ans et demi : un travail de recensement réalisé par Business France avec le concours des préfetures et des services économiques régionaux a permis d'identifier les projets d'investissements (internationaux et français) annoncés ou réalisés dans les territoires depuis 2018, avec créations d'emplois à la clé. L'Île-de-France, le Centre-Val de Loire, la Normandie et les Hauts-de-France ont attiré le plus grand nombre d'investissements dans le tissu économique et industriel local, contribuant au dynamisme de leurs bassins d'emplois respectifs.

En 2018, 1 027 projets d'investissements étrangers ont été recensés en France, en hausse par rapport à 2017 selon le dernier baromètre EY. La France est la destination la plus attractive pour les investissements industriels et, pour la première fois, pour les investissements de recherche et développement. 73 % des nouveaux projets sont situés hors de l'Île-de-France, attestant des bénéfices de la politique d'attractivité pour l'ensemble des territoires. Cette tendance positive s'exprime aussi par la progression de la France dans les classements internationaux comme celui du *World Economic Forum* (la France est passée de 2017 à 2019 de la 22^{ème} à la 15^{ème} position, soit la meilleure progression du top 20) et dans les enquêtes de perception réalisées auprès des entreprises étrangères.

Afin de conforter cette dynamique positive, les membres du Gouvernement poursuivront dans le cadre de la 3^{ème} édition de Choose France le travail de pédagogie sur les réformes et les transformations menées en France pour encourager les entreprises étrangères à investir plus encore dans les territoires. Au total, vingt membres du Gouvernement seront mobilisés dans le cadre du Sommet et plus de 400 bilatérales auront lieu tout au long de l'après-midi du 20 janvier.

Plusieurs initiatives de fond permettant de faciliter et d'encourager les investissements étrangers en France seront annoncées lors du Sommet, notamment :

- **La mise à disposition de sites industriels dits « clé en main »** : la France veut encore améliorer sa position pour l'installation de mégaprojets industriels, fortement pourvoyeurs d'emplois. La complexité et les délais des procédures administratives nécessaires pour la création de nouveaux sites industriels en France constituent l'une des marges de progrès les plus fortes en matière de compétitivité. 12 sites « clés en main » seront proposés aux investisseurs en amont du Sommet. Il s'agit de sites de plus de 50 hectares pouvant recevoir des activités industrielles et pour lesquels les procédures administratives d'urbanisme ou environnementales ont été anticipées par les pouvoirs publics afin d'offrir à l'investisseur une disponibilité immédiate ou à très court terme.
- **L'amélioration de la visibilité et de la lisibilité du droit des sociétés pour favoriser l'implantation de centres de décision et de sièges sociaux** : afin de mieux positionner la France pour accueillir les entreprises désireuses d'envisager l'implantation de leur siège social ou centre de décision en Europe continentale, des efforts spécifiques de visibilité et de lisibilité du droit français des sociétés seront annoncés au cours du Sommet Choose France : traduction en anglais de l'information relative à la création des sociétés en France ; mise à disposition des utilisateurs sur le portail guichet unique de modèles types de société SAS, SASU, SARL en anglais ; diffusion d'un guide pratique détaillant l'ensemble des opérations relatives à la vie d'une société.

- **Des mesures renforçant la visibilité et l'attractivité de la French Tech** seront également présentées :
 - Dévoilement du French Tech 120, pour faire émerger des leaders technologiques sur tout le territoire.
 - Élargissement du French Tech Visa aux start-ups étrangères implantées en France (pour rappel, une start-up sur deux déclare rencontrer des difficultés à recruter. 80 000 postes sont aujourd'hui à pourvoir dans les métiers du numérique). Un décret sera pris d'ici la fin du mois de janvier en ce sens.
 - Le régime du BSPCE a été étendu aux entreprises étrangères, en PLF 2020. Les outils d'intéressement des salariés au capital jouent un rôle primordial pour attirer les meilleurs talents dans les start-ups et les fidéliser. Parmi ces instruments, le régime des « Bons de Souscription pour Création d'Entreprise » - BSPCE - s'adresse de façon prioritaire aux salariés et dirigeants de start-ups. Néanmoins, les salariés de succursales françaises d'entreprises étrangères ne pouvaient, en l'état du droit, bénéficier de ce régime.

Deux thèmes transversaux seront plus spécifiquement mis à l'honneur lors de cette 3^{ème} édition de Choose France : les nouvelles technologies et la transition écologique, afin de montrer la capacité des acteurs économiques français à être à l'avant-garde sur ces enjeux d'avenir. Dans la continuité de la Grande Exposition du Fabriqué en France organisée à l'Élysée les 18 et 19 janvier, des objets de production française seront exposés à Versailles afin d'illustrer le savoir-faire de nos entreprises. Parmi lesquels, le cœur artificiel Carmat, le pneu Vision de Michelin ou encore l'aube de moteur LEAP Safran.

Ces enjeux seront également discutés lors de deux ateliers intitulés *Smart Industries* et *Sustainable Value Chains* s'appuyant sur deux études menées par le Boston Consulting Group. Ces travaux analysent les disruptions majeures touchant l'industrie mondiale et tracent une perspective prometteuse pour la France et l'Europe dans cette nouvelle donne.

Sur le volet écologique, 77 chefs d'entreprises français et internationaux rassemblés au sein du Conseil de l'Hydrogène tiendront leur réunion annuelle en marge de Choose France le lundi matin. Une partie des membres du Conseil participera ensuite au Sommet. Ce Conseil de haut niveau crée il y a trois ans, a vocation à amplifier et développer les usages de l'hydrogène dans l'industrie en mobilisant des entreprises de tous secteurs (transports, énergie, construction automobile, sous-traitants industriels, habitat, etc.).

Des entreprises étrangères profiteront comme chaque année du Sommet pour annoncer des investissements significatifs dans les territoires français (détail communiqué ultérieurement).

Pour l'occasion, le Premier ministre ainsi que les ministres et secrétaires d'Etat suivants seront mobilisés :

- M. Gabriel ATTAL, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
- M. Jean-Michel BLANQUER, Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
- Mme. Elisabeth BORNE, Ministre de la Transition écologique et Solidaire
- Mme. Agnès BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé
- M. Gérald DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes publics
- Mme. Amélie DE MONTCHALIN, Ministre auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes
- M. Jean-Baptiste DJEBBARI, Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire, chargé des Transports
- M. Olivier DUSSOPT, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics
- M. Didier GUILLAUME, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- M. Jean-Yves Le DRIAN, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
- M. Bruno LE MAIRE, Ministre de l'Économie et des Finances

- M. Jean-Baptiste LEMOYNE, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
- Mme. Roxana MARACINEANU, Ministre des Sports
- M. Cédric O, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre de l'Action et des Comptes publics, chargé du Numérique
- Mme. Agnès PANNIER-RUNACHER, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances
- Mme. Muriel PENICAUD, Ministre du Travail
- Mme. Brune POIRSON, Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire
- Mme. Frédérique VIDAL, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- Mme. Emmanuelle WARGON, Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire

1. Programme et participants au Sommet « Choose France » 2020 :

i. Programme :

- **12h00-12h45** : Arrivée des chefs d'entreprises étrangers et des membres du Gouvernement pour un déjeuner présidé par le Premier ministre.
- **A partir de 15h00** : Plus de 400 rencontres bilatérales organisées entre les dirigeants économiques et les ministres et/ou les institutionnels français, ainsi qu'entre dirigeants économiques français et étrangers. En parallèle, deux ateliers seront organisés illustrant l'attractivité de la France :
 - « Smart industries » : inventer l'industrie du futur se fera grâce à une coopération forte entre pays européens et via des investissements renforcés dans les technologies d'avenir.
 - « Sustainable value chains » : la durabilité de notre modèle est devenue non seulement une obligation dans le monde économique mais aussi un levier de compétitivité et de différenciation. On enregistre une croissance de 64% par rapport à 2014 du poids du facteur environnemental dans les critères d'achats, dans le monde. La France est très bien placée dans une économie d'avenir qui place l'environnement et le développement durable au cœur de tous les business model.
- **15h30** : Arrivée du Président de la République.
- **18h45-19h15** : Dialogue « France loves talents » : un échange animé par Thierry BRETON, Commissaire Européen, et Evan SPIEGEL, CEO de Snap. Ce dialogue, sous forme de Ted Talk, partira des conclusions d'une étude de l'INSEAD, montrant la place de la France dans la compétition mondiale des talents, tant pour les former que pour les attirer. Si la France était traditionnellement forte dans les sciences dites « dures », elle rattrape son retard à grande vitesse dans les soft skills et l'usage des langues étrangères – deux dimensions qui intéressent particulièrement les investisseurs étrangers qui réfléchissent à développer des projets en France.
- **20h30** : Dîner avec allocution introductive du Président de la République.

ii. Participants :

Plus de 180 chefs d'entreprises représentant plus de 40 nationalités différentes participent au Sommet « Choose France ».

Ce sont près de 150 chefs d'entreprises étrangers qui ont confirmé leur participation, en plus d'une trentaine de chefs d'entreprises français.

En voici une liste non exhaustive :

Amérique

Etats-Unis : Doug BAKER (Ecolab), Lawrence CULP (General Electric), Jean-Christophe FLATIN (Mars), Michael FROMAN (Mastercard), Reed HASTINGS (Netflix), Joe KRAUS (Lime), Richard LESSER (BCG), Jonas PRISING (Manpower), James QUINCEY (Coca-Cola), Evan SPIEGEL (Snap Inc.), Rajesh SUBRAMANIAM (Fedex), Rich WILLIAMS (Groupon), Susan WOJCICKI (Google).

Canada : Patrick LEMAIRE (Boralex).

Mexique : Fernando CHICO PARDO (Asur), Alberto TORRADO (Alsea).

Afrique

Nigeria : Mike ADENUGA (Globacom), Abdulsamad RABIU (Bua Group).

Madagascar : Ylias AKBARALY (Sipromad).

Mozambique: Strive MASIYIWA (Econet Wireless Group).

Ghana : Thomas SVANIKIER (Svani Group Fidelity Bank).

Tanzanie : Mohammed DEWJI (METL).

Algérie : Lyes BOUDIAP (Isly Holding).

Tunisie : Khaled BOURICHA (Poulina).

Maroc : Meriem BENSALAH-CHAQROUN (Holmarcom), Ayman CHEIKH LAHLOU (Cooper Pharma).

Egypte : Naguib SAWIRIS (Orascom).

Europe

France : Sébastien BAZIN (AccorHotels), Alexandre BOMPARD (Carrefour), Jean-Laurent BONNAFE (BNP Paribas), Thomas BUBERL (Axa), Pierre-André DE CHALENDAR (Saint-Gobain), Jean-Bernard LEVY (EDF), Julien MARCILLY (Addup), Patrick POUYANNE (Total), Philippe WAHL (La Poste), Ludovic LE MOAN (Sigfox), Frédéric MAZZELLA (Blablacar).

Royaume-Uni : Warren EAST (Rolls Royce), Carmine DI SIBIO (EY), Pascal SORIOT (Astra Zeneca), Alan JOPE (Unilever), Simon SEGARS (ARM).

Pays-Bas : Jean-Marc GERMAIN (Constellium), Ralph HAMERS (ING Bank).

Allemagne : Belen GARIJO (Merck KGAA), Oliver ZIPSE (BMW), Hans-Dieter KETTWIG (Enercon).

Irlande : Julie SWEET (Accenture), Philip TOOMEY (Kerry Group).

Suède : Börje EKHOLM (Ericsson), Magnus HALL (Vattenfall).

Finlande : Rajeev SURI (Nokia), Antti HERLIN (Kone).

Suisse : Gianluigi APONTE et Pierfrancesco VAGO (MSC), Alain DEHAZE (Adecco).

Italie : Alberto CHIESI (Chiesi), Gabriele PERRIS MAGNET (CLN Group).

Espagne : Luis MAROTO (Amadeus), Markus TACKE (Siemens Gamesa).

Portugal : Luis COELHO BORGES (Purever).

Turquie : Yüksel Robert YILDIRIM (Yildirim).

Asie

Corée : Eui-Sun CHUNG (Hyundai Motors), Young SOHN (Samsung Electronics), M. KIM (LG Chem).

Thaïlande : Lohia ALOKE (Indorama).

Inde : Madhav KEJRIWAL (Electrosteel Castings), Rajiv KUMAR GUPTA (DS Group), Nitin RAKESH (Mphasis).

Japon : Ichiro KASHITANI (Toyota Tsusho), Didier LEROY (Toyota Motor), Shunichi MIYANAGA (Mitsubishi Heavy Industries, Ltd).

Chine : Guangchang GUO (Fosun), Weidong QUE (Quechen).

Singapour : Stéphane FAROUZE (8F), Vincent CHONG (ST Engineering).

Plus de 400 entretiens bilatéraux prévus au cours de la demi-journée, entre les chefs d'entreprises et :

- Les membres du gouvernement ;
- Les participants institutionnels (Agence des participations de l'Etat, BPI, DGFIP, CNRS, Banque de France, HAS, ANSM, Conseil National de l'Industrie, etc.) ;
- Entre les dirigeants d'entreprises étrangers et français.

2. Baromètre de l'attractivité de la France en 2019

i. Contexte de l'économie française :

Grâce à **une croissance solide**, la France est jugée crédible par de plus en plus d'investisseurs étrangers.

- Croissance de la France en 2019 : 1,3%
- Croissance du Royaume-Uni en 2019 (prévision) : 1,1%
- Croissance de l'Allemagne en 2019 : 0,6%
- Croissance de la zone euro en 2019 : 1,1%

Les créations d'entreprises sont au plus haut depuis 20 ans. Au total, 815.257 entreprises nouvelles ont été enregistrées l'an passé, contre 691.283 en 2018. Soit une hausse record de 17,9% sur un an.

Un niveau d'investissement en hausse. En 2018, la France confirmait sa position de premier pays européen en matière d'implantations et d'extensions d'activités industrielles (« IDE »), devant la Turquie et l'Allemagne (étude EY).

Avec 1 027 projets d'investissements étrangers annoncés sur son territoire en 2018, la France dépasse l'Allemagne et talonne le Royaume-Uni. La France est ainsi numéro 1 en zone euro pour les investissements étrangers, avec 25 décisions d'investissement étrangers chaque semaine. Ces investissements ont créé plus de 30.000 emplois en 2018 (baromètre Business France, mai 2019).

ii. Etude Kantar pour Business France :

Business France s'associe chaque année à Kantar Public pour interroger un panel de décideurs économiques étrangers. Au total, 500 cadres dirigeants d'Allemagne, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de l'Inde et de la Chine ont été consultés.

Ce baromètre ayant été publié fin 2019, Kantar Public a procédé à une mise à jour de celui-ci en décembre 2019 / début janvier 2020, dans le but de mesurer l'impact des dernières semaines sur la cible des décideurs économiques étrangers.

Rappel de la méthodologie



Echantillon



Mode de recueil et dates de terrain

VAGUE 10

573 leaders d'opinion à l'étranger (cadres dirigeants) répartis comme suit :

- 101 en Allemagne
- 100 au Royaume-Uni
- 100 aux USA
- 100 en Inde
- 100 en Chine
- 72 aux Emirats arabes unis

Le poids des Émirats arabes unis a été ramené à 100 comme l'autres pays, et afin d'avoir le même poids pour le calcul de la caisse de résonance

- Online sauf pour les Emirats Arabes Unis, où le terrain a été réalisé par téléphone
- Les terrains se sont déroulés :
 - Allemagne : 31/10/2019 – 08/11/2019
 - Royaume-Uni : 25/10/2019 – 7/11/2019
 - USA : 25/10/2019 – 7/11/2019
 - Inde : 25/10/2019 – 7/11/2019
 - Chine : 31/10/2019 – 08/11/2019
 - Emirats arabes unis : 11/11/2019 – 18/12/2019

COMPLÉMENT POUR VÉRIFICATION DU NIVEAU D'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE À FIN 2019/DÉBUT 2020

500 leaders d'opinion à l'étranger (cadres dirigeants) répartis comme suit :

- 100 en Allemagne
- 100 au Royaume-Uni
- 100 aux USA
- 100 en Inde
- 100 en Chine

- Online
- Les terrains se sont déroulés du 21/12/2019 au 03/01/2020

➔ Ce rapport présente les résultats du volet complémentaire mené sur 3 pays

COMPLÉMENT GILETS JAUNES / REFORME DES RETRAITES

300 leaders d'opinion à l'étranger (cadres dirigeants) répartis comme suit :

- 100 en Allemagne
- 100 au Royaume-Uni
- 100 aux USA

- Online
- Les terrains se sont déroulés du 21/12/2019 au 03/01/2020

KANTAR

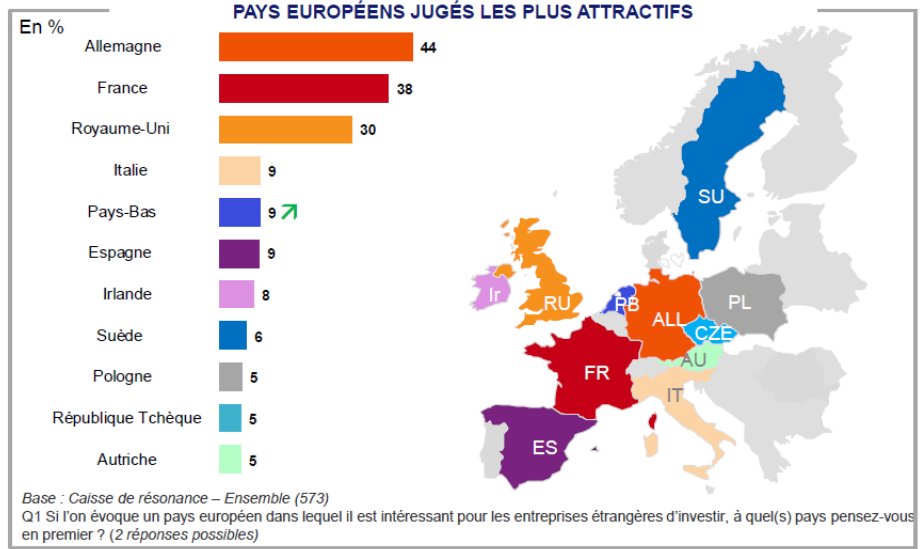
Baromètre Attractivité de la France 2019 – Complément à l'édition 2019 (vague 10)
Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2019 / début janvier 2020

70ZL12



2

L'Allemagne reste la destination numéro 1 des investissements étrangers suivie de la France dont l'attractivité continue de se renforcer. La France creuse ainsi l'écart avec le Royaume-Uni (8 points d'écart en 2019 vs 1 point en 2018). Ces trois pays continuent néanmoins de devancer nettement les autres pays.



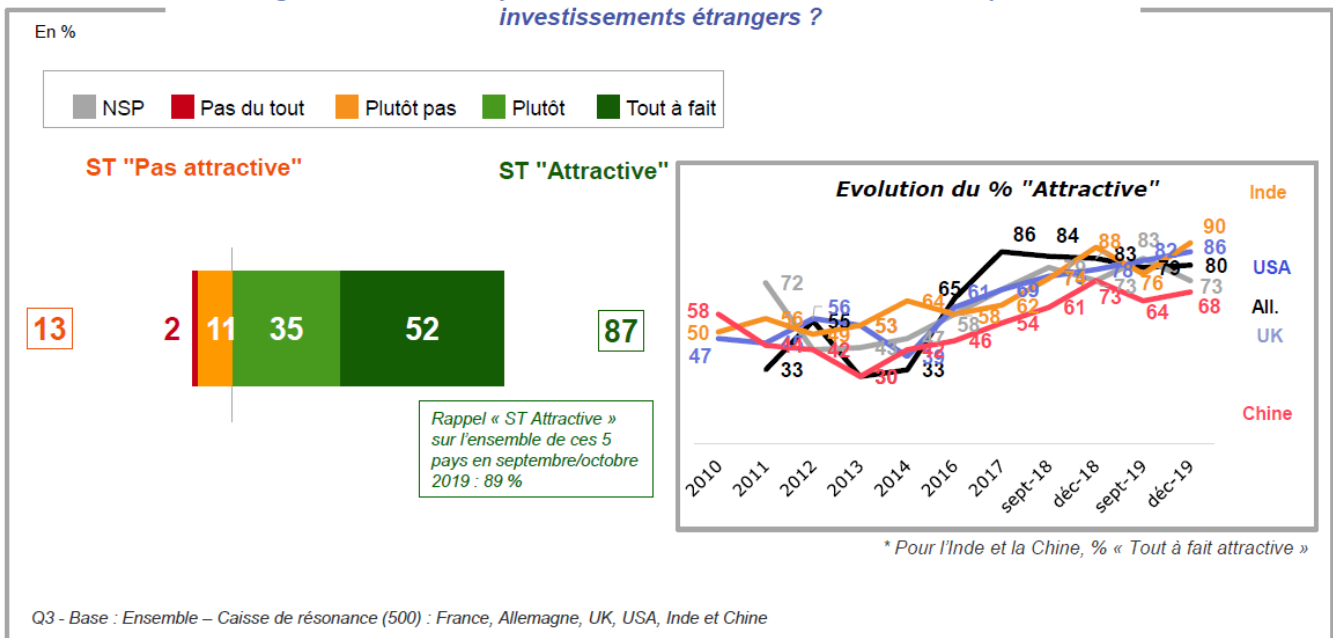
KANTAR



7

En dépit des mouvements des Gilets Jaunes et des mouvements sociaux contre la réforme des retraites, l'attractivité de la France se maintient à un niveau élevé

Au global, diriez-vous que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers ?



KANTAR

Baromètre Attractivité de la France 2019 – Complément à l'édition 2019 (vague 10)
 Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2019 / début janvier 2020

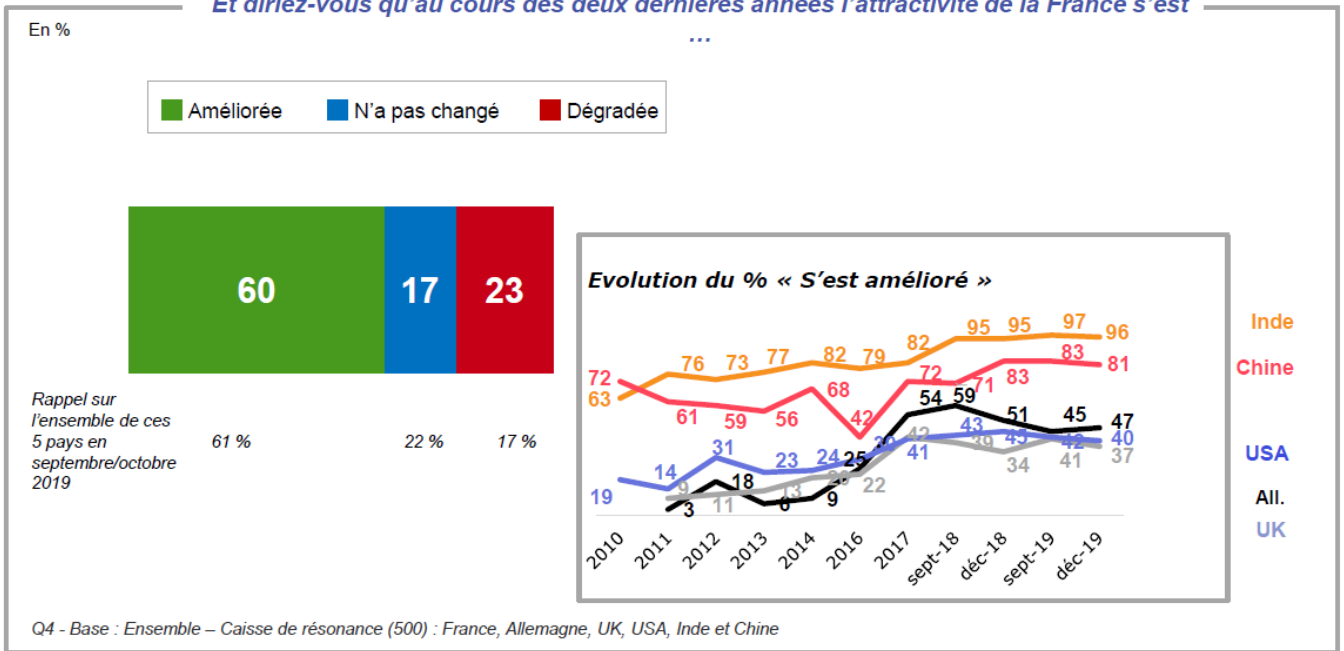


70ZL12

5

La France paraît toujours aussi attractive qu'en septembre/octobre 2019.
 6 cadres dirigeants à l'étranger sur 10 considérant que l'attractivité de la France s'est améliorée au cours des deux dernières années

Et diriez-vous qu'au cours des deux dernières années l'attractivité de la France s'est



KANTAR

Baromètre Attractivité de la France 2019 – Complément à l'édition 2019 (vague 10)
 Vérification du niveau d'attractivité de la France à fin décembre 2019 / début janvier 2020

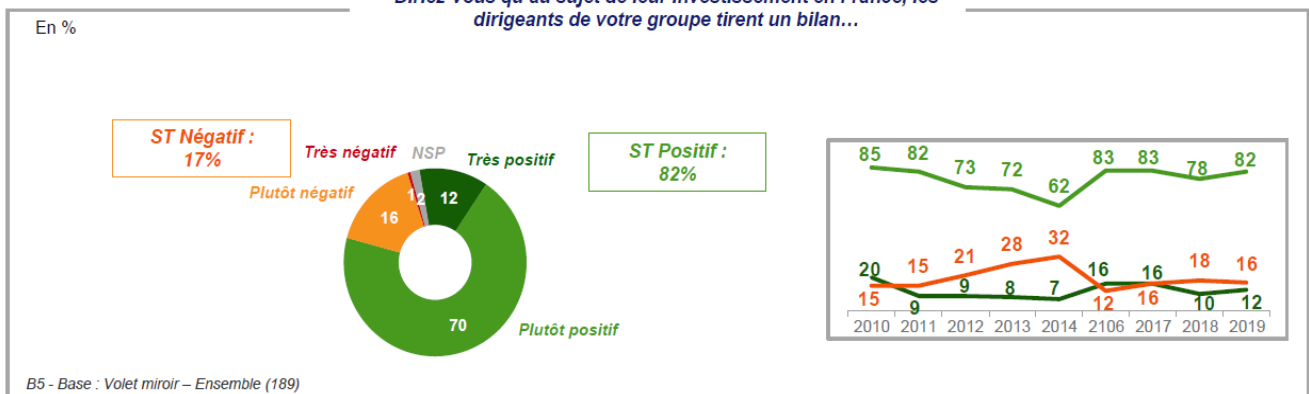
70ZL12



6

Plus de 8 entreprises étrangères installées en France tirent un bilan positif de leur installation.

Diriez-vous qu'au sujet de leur investissement en France, les dirigeants de votre groupe tirent un bilan...

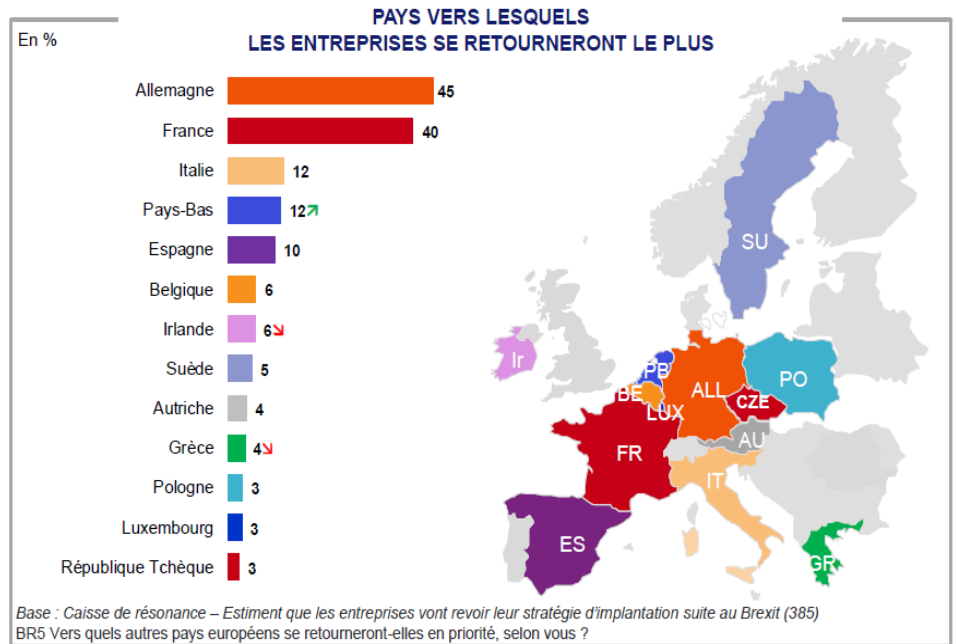


KANTAR



6

Si l'Allemagne reste considérée comme le pays ayant le plus à gagner du Brexit en Europe, l'écart avec la France se réduit sensiblement (5 points d'écart aujourd'hui contre 18 points en 2016 et 9 points en 2017)



KANTAR



23

ANALYSE

L'année 2019 aura été marquée sur le terrain national par des **tensions économiques et sociales** très fortes dont l'émergence du mouvement inédit des Gilets jaunes aura été un symptôme mais aussi, sur le plan international, par **un climat toujours aussi incertain** avec, entre autres, un Brexit de nouveau repoussé, de sombres perspectives économiques en Allemagne et des tensions commerciales très vives entre les Etats-Unis et la Chine.

Dans ce contexte, l'attractivité de la France résiste et se maintient à un niveau élevé

L'attractivité de l'Hexagone se stabilise à un niveau élevé : 87 % des cadres dirigeants à l'étranger la considèrent comme attractive, soit 13 points de plus qu'en 2016. Parallèlement, 82 % des entreprises étrangères installées en France tirent un bilan positif de leur investissement sur le territoire (+ 4 points en un an).

La France conserve ainsi sa deuxième place de destination envisagée en matière d'investissements derrière l'Allemagne et devant le Royaume-Uni : elle est citée par 38% des cadres dirigeants interrogés contre 44% en faveur de l'Allemagne et 30% en faveur du Royaume-Uni.

On notera que l'écart d'attractivité entre la France et le Royaume-Uni se creuse nettement : alors qu'un seul point les séparait fin 2018, le Royaume-Uni perd du terrain cette année (- 4 points en un an), quand l'attractivité de la France se renforce (+ 3 points), tout comme celle de l'Allemagne (+ 3 points). In fine, la France devance fin 2019 le Royaume-Uni de 8 points, vs. 1 point l'an dernier. Surtout, l'attractivité comparée de la France est 2.5 fois plus élevée qu'en 2016 (où elle était citée par 15 % des cadres dirigeants étrangers).

Un décalage semble toutefois apparaître entre les cadres dirigeants à l'étranger et ceux d'entreprises étrangères installées en France, plus directement en prise avec l'actualité sociale mouvementée des derniers mois. Pour ces derniers, traditionnellement plus critiques que leurs homologues étrangers, la France apparaît

comme moins attractive qu'il y a un an : 58% la considèrent comme attractive pour les investissements étrangers vs. 66 % fin 2018.

Le maintien de cette forte attractivité concerne également l'industrie française

81% des cadres dirigeants étrangers interrogés considèrent que les industries françaises sont attractives (80% fin 2018) et ils sont tout autant à estimer que **l'écosystème français encourage l'industrie**.

En effet, l'industrie française est jugée particulièrement performante sur de nombreux critères discriminants : automatisation de l'outil de production (86%), digitalisation des processus industriels (85%), qualité des salariés (85%), partenariats avec des start-up innovantes (80%), montée en gamme des produits (84%), et qualité du management (84%) et promotion des savoir-faire français (82%). Sur ces trois dernières dimensions, la qualité de performance (« très performante ») s'est même intensifiée en un an (+ 6 points pour chacune).

Dans un univers concurrentiel, la France semble tirer parti du recul de l'attractivité britannique en matière de stabilité, de dynamisme et d'attractivité business...

Malgré un léger recul cette année (- 4 points), **la stabilité économique perçue de la France est reconnue par 86 % des cadres dirigeants étrangers**, tout comme celle de l'environnement juridique et fiscal (84%) qu'une majorité continue d'ailleurs de trouver facile à comprendre (79%).

Le constat d'une **stabilisation à un niveau élevé** (bien que toujours derrière l'Allemagne) s'observe en outre s'agissant de la perception du **dynamisme** de la France, de son **attractivité business**, de sa **capacité à attirer des talents étrangers** ou encore de son **expertise en matière de nouvelles technologies** : 86% des cadres dirigeants interrogés considèrent ainsi que la France est tournée vers l'avenir et qu'elle investit pour son avenir, 85% qu'elle engage des réformes pour moderniser son économie, 83% qu'elle encourage l'entrepreneuriat et les start-up ou enfin 82% qu'elle cherche à attirer les talents étrangers.

Un constat qui contraste avec la perception de la situation au Royaume-Uni où :

- **L'instabilité** perçue augmente sur **l'environnement juridique et fiscal au Royaume-Uni** (77%, - 6 points),
- La perception selon laquelle il s'agit d'un **pays tourné vers l'avenir** (81%, - 6 points), **innovant** (85%, - 5 points) et qui **affiche sa volonté d'attirer les talents étrangers** (78%, - 7 points) recule fortement, la plaçant désormais derrière la France sur ces dimensions.

... mais aussi du travail de promotion des pouvoirs publics et des mesures prises afin de favoriser l'attractivité de son économie

Cette attractivité se nourrit des efforts des pouvoirs publics pour valoriser l'attractivité économique de la France qui sont, une nouvelle fois, largement reconnus : 8 cadres dirigeants étrangers sur 10 (80%) les perçoivent, un niveau stable depuis 2018.

Elle s'appuie aussi sur la notoriété (élevée) d'un certain nombre de réformes, dont l'impact sur l'attractivité est jugé très largement positif (toujours au-dessus de 80%) : *Welcome to France* connue par 77% des cadres dirigeants étrangers interrogés, l'allègement de la fiscalité des entreprises (77%), les mesures prises en faveur de l'innovation (76%), celles pour attirer les nouveaux talents (73%), pour améliorer la flexibilité du travail (73%) ou la transformation du CICE en allègement de charges (70%).

Elle peut aussi compter sur la notoriété (encore modérée) et surtout la pertinence perçue des différentes marques créées pour valoriser les savoir-faire français à l'étranger. 95% des cadres dirigeants étrangers qui en ont entendu parler considèrent en effet que la *French Tech* est pertinente pour promouvoir le savoir-faire

français à l'international, 93% que la *French Fab* est pertinente pour promouvoir le savoir-faire français dans l'Industrie et 91% pour la French Healthcare et la promotion du savoir-faire français dans le domaine de la santé.

Des marques qui soutiennent, *in fine*, la **perception qu'il existe en France un écosystème qui encourage l'innovation (84%), l'industrie (81%) et le secteur de la santé (81%).**

Le Brexit : un effet d'aubaine au conditionnel ?

Si les cadres dirigeants sont bien **plus nombreux à anticiper cette année une révision de la stratégie d'implantation au Royaume-Uni des entreprises de leur pays au profit d'un autre pays européen** (64%, soit 6 points de plus que l'année dernière) et que la France reste le 2ème pays qui pourrait en bénéficier (40%, +3 points) derrière l'Allemagne, **de fortes incertitudes apparaissent à l'aune des constats suivants :**

- Bien qu'assez partagés, **une majorité relative de cadres dirigeants interrogés (43%) considère tout de même que le Brexit aura un impact négatif sur les investissements des entreprises de leur pays en France** (contre 21% qui considèrent que cela n'aura aucun impact et 35 % que cela aura un impact positif)

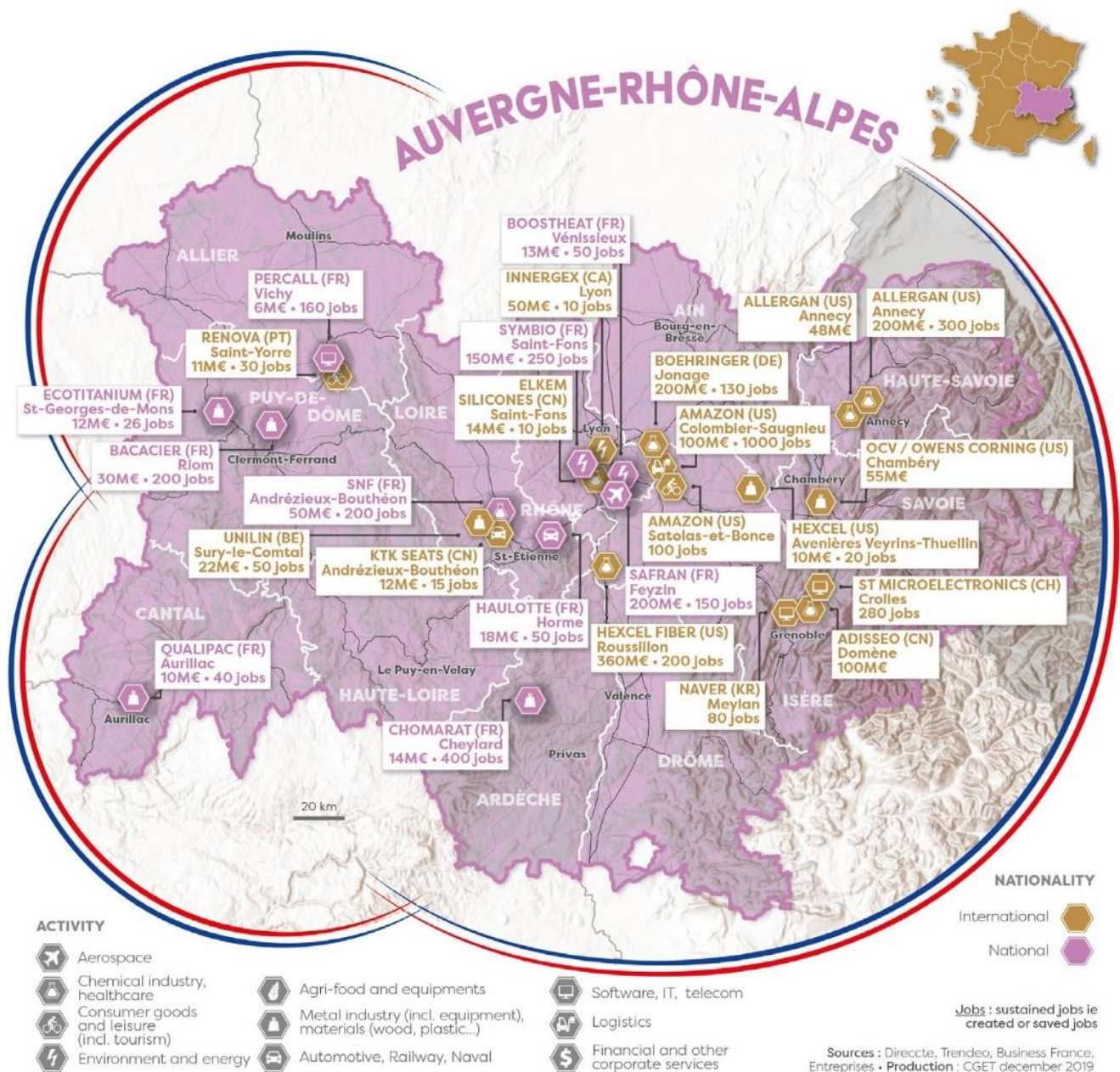
- De plus, la **part des cadres dirigeants qui anticipent un impact négatif du Brexit sur les banques françaises** (30%, + 3 points), **les grandes entreprises françaises** (34%, + 6 points), **les PME françaises** (34%, + 7 points) **et les filiales françaises d'entreprises étrangères** (36%, + 11 points) **est en nette progression** même si elle reste minoritaire.

ANNEXES

Cartographie des investissements dans les 18 régions de France

Cette cartographie met en valeur un ensemble d'investissements majeurs d'entreprises françaises ou étrangères, d'un montant supérieur à 5 millions d'euros, annoncés ou réalisés en 2018 et 2019, qui illustrent le dynamisme économique et industriel ainsi que l'attractivité des régions françaises.

Les cartes ont été réalisées par le Commissariat général à l'Egalité des territoires (CGET) avec des données collectées par la Direction générale des entreprises (DGE) via les agences régionales de développement et les services de l'Etat coordonnés par les préfets de région (pour les investissements français) et avec le concours de Business France (pour les investissements internationaux).

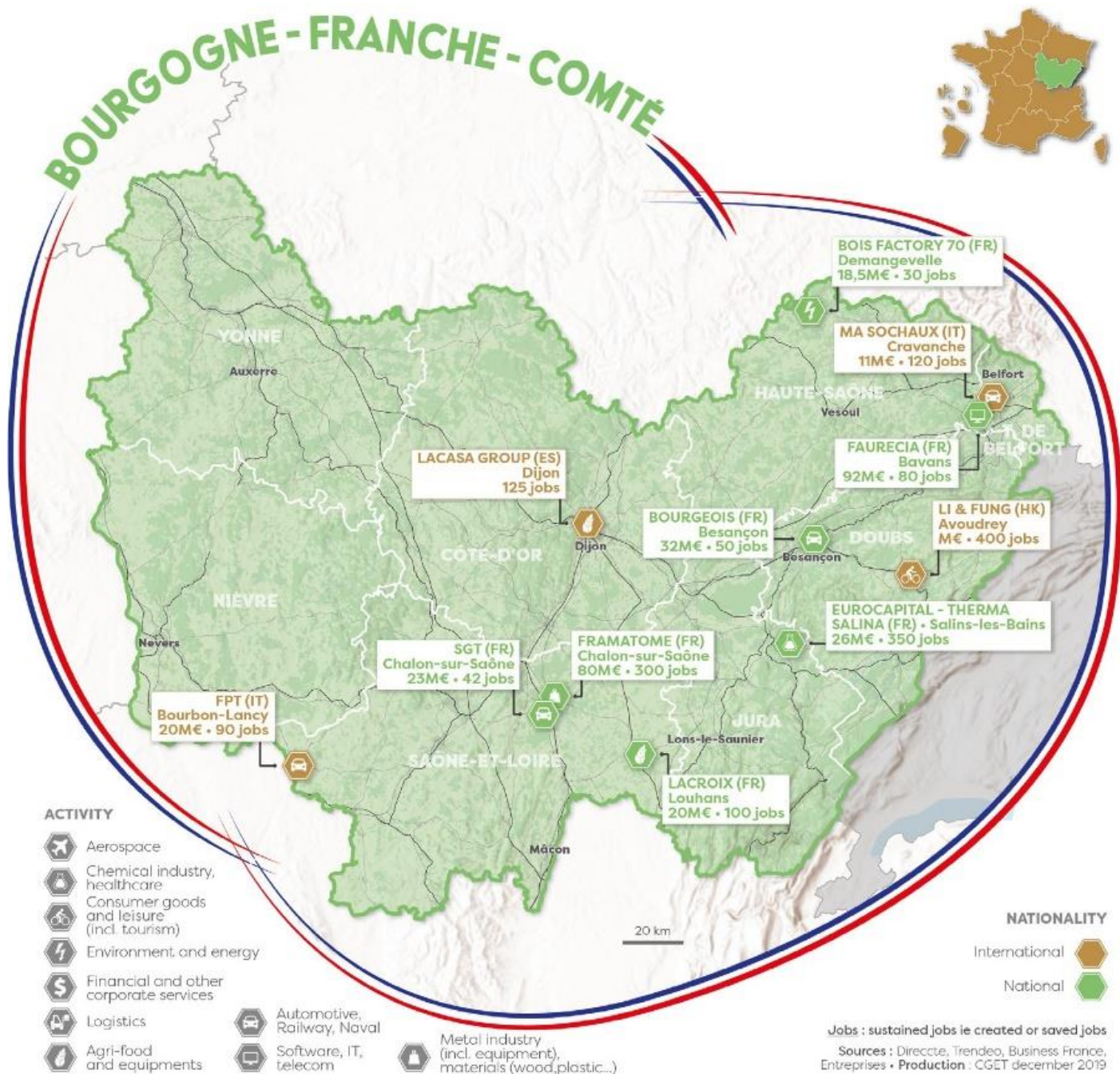


PIB régional : 250 Md€

Auvergne-Rhône-Alpes est la 2e région d'accueil des projets d'investissement étrangers en France. Les projets sont en forte hausse dans cette région (+11,7 %) : elle a accueilli 172 projets en 2018, permettant la création ou la sauvegarde de 3 796 emplois.

Le groupe néerlandais Refresco d'embouteillage de boissons non alcoolisées a inauguré, à Marges fin, 2018 une cinquième ligne de production pour un investissement de 20 millions d'euros et a investi 18 millions d'euros sur son site ligérien.

NAVER, groupe coréen, a racheté en juin 2017 à Xerox son centre de recherche européen en intelligence artificielle, localisé à Grenoble, reprenant les 80 chercheurs et employés de ce centre. NAVER souhaite développer des applications comme la voiture autonome, la cartographie 3D, la robotique ou les assistants vocaux.



PIB régional : 74,8 Md€

La Bourgogne-Franche-Comté a accueilli 53 projets d'investissement étrangers en 2018 (+8 % par rapport à 2017), permettant la création ou la sauvegarde de 858 emplois.

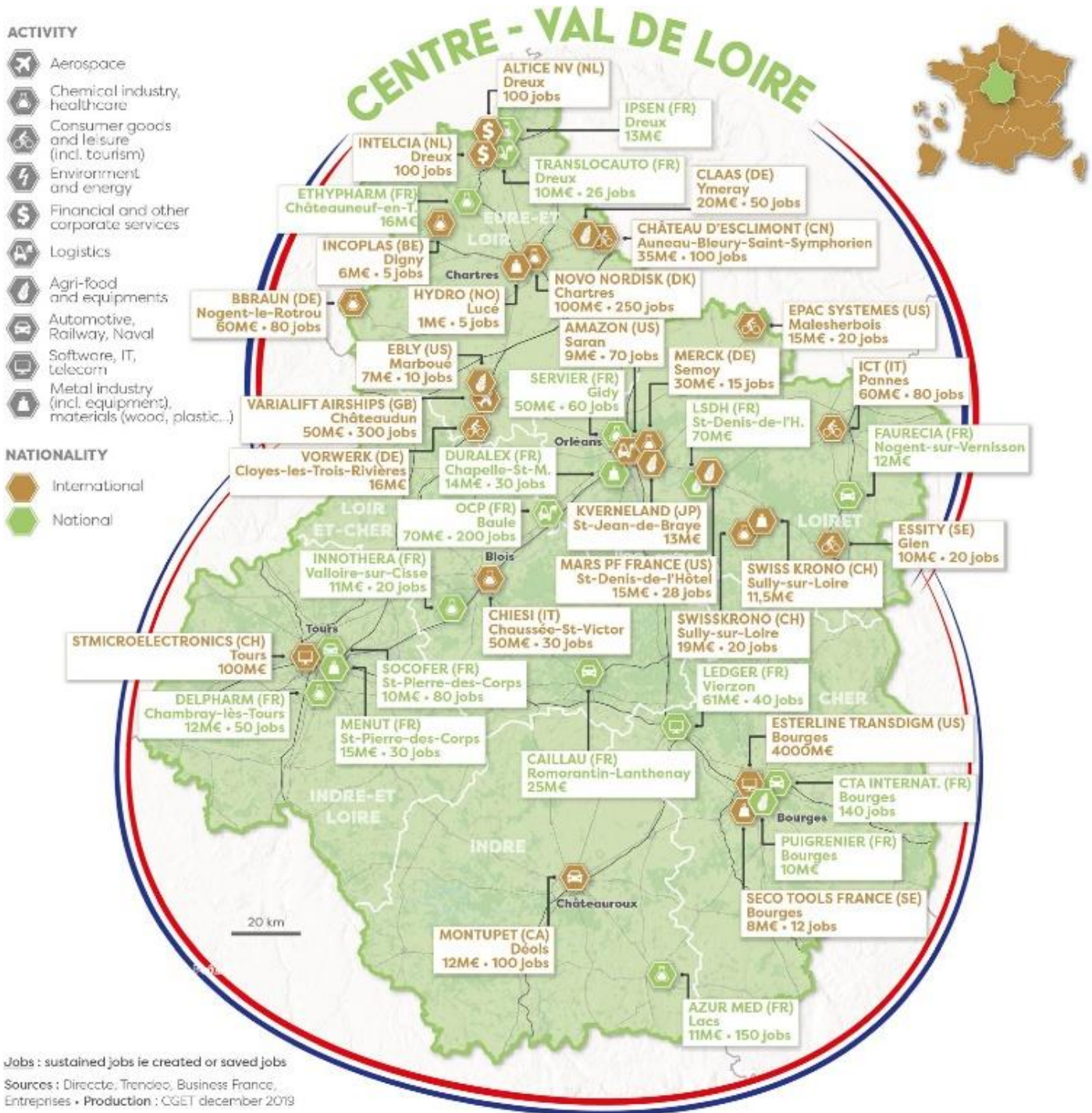
Le groupe chilien Sigdo Coppers a décidé d'investir dans sa filiale française Davey Bickford basé à Hery et spécialiste mondial des détonateurs et dispositifs d'amorçage pour augmenter les capacités de production. 60 emplois seront créés. La société belge EURONYL principal actionnaire de la société PLASTIGRAY spécialisée dans l'injection plastique, a annoncé un investissement de 15M€ et la création de 30 emplois sur leur site de Gray (Haute-Saône).



PIB régional : 96,7 Md€

La région Bretagne a accueilli 31 projets d'investissement étrangers en 2018, permettant la création ou la sauvegarde de 539 emplois.

En 2018, le groupe américain Hillrom, entreprise de technologie médicale mondiale, leader sur le marché, a inauguré à Pluvigner le Hillrom Experience Center, la nouvelle vitrine du groupe en Europe. Cet investissement renforce la position du site breton qui avait déjà bénéficié en 2017 d'un nouveau centre d'innovation. Également leader de l'excellence opérationnelle au sein du groupe, Hillrom Pluvigner est aujourd'hui l'un des piliers du groupe au niveau mondial.



PIB régional : 70 Md€

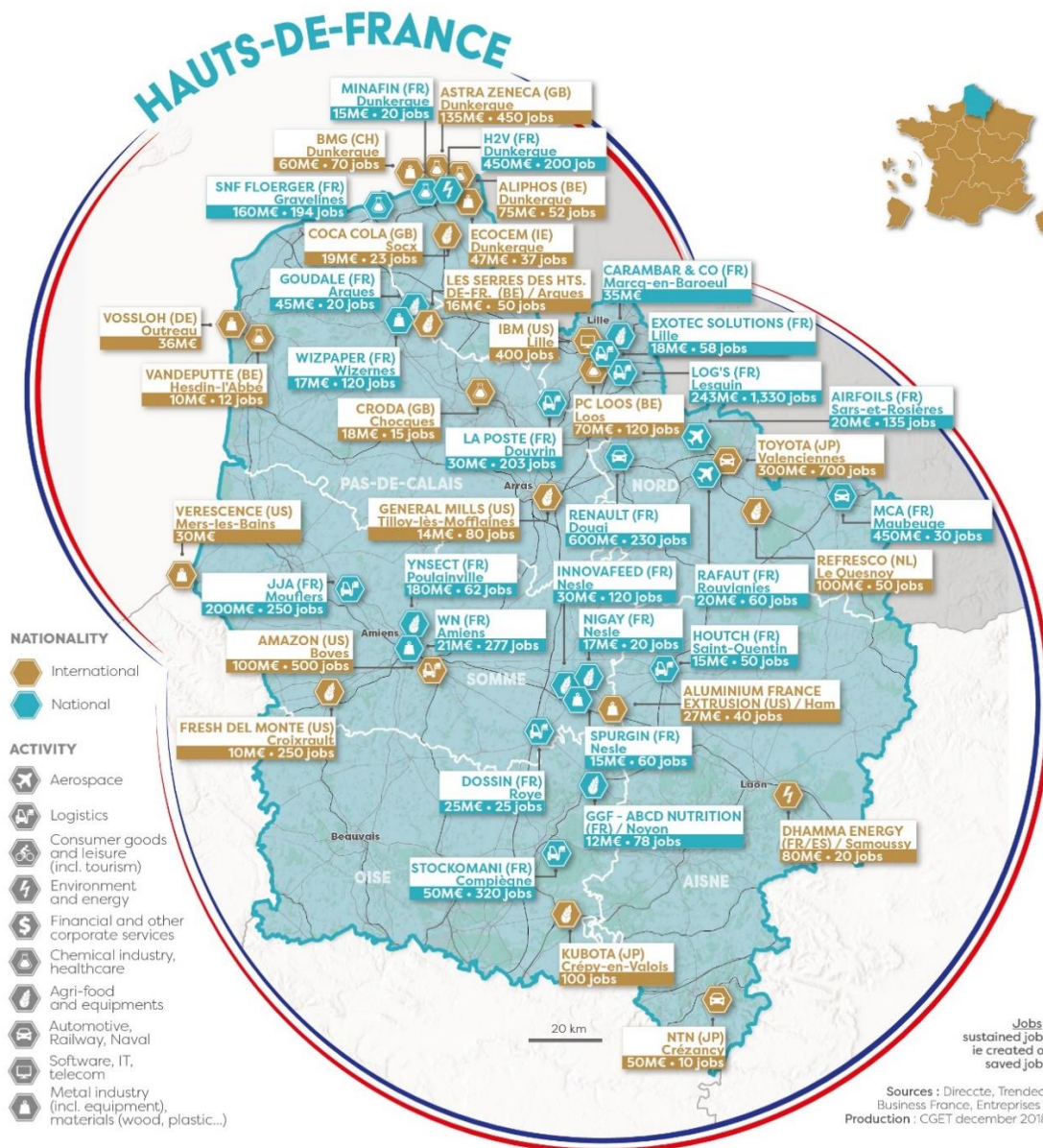
Les projets d'investissement internationaux sont en forte hausse (+26%). La région a accueilli 34 investissements étrangers nouveaux en 2018 permettant la création ou la sauvegarde de 1 563 emplois. L'entreprise allemande B. BRAUN – 1er employeur dans le dispositif médical en France – a investi 60 M€ afin de pérenniser 3 de ses 5 sites de production (principalement celui de Nogent-le-Retrou). MERCK KGAA (Allemagne) a annoncé en 2018 un investissement de 19 millions d'euros pour augmenter les capacités de son usine de Semoy (Loiret), spécialisée dans la fabrication et le conditionnement d'antidiabétiques oraux.



PIB régional : 154,6 Md€

La région Grand Est qui a accueilli la première déclinaison régionale de Choose France. Elle est la 5e région d'accueil des projets d'investissement étrangers : en 2018, elle a accueilli 110 projets permettant la création ou la sauvegarde de 2 480 emplois. OrthoGrid Systems Inc., entreprise américaine spécialisée dans les technologies d'assistance préopératoires appliquées à la chirurgie orthopédique, a décidé de s'installer à Strasbourg. L'activité se concentrera sur la R&D liée à l'« intelligence guided surgery » et intégrera un volet de formation à ces technologies pour un public professionnel international. L'entreprise est en phase de recrutement et prévoit la création de plus de 50 emplois.

Le groupe américain Owen Illinois, leader mondial des emballages en verre, a annoncé en 2019 sa décision d'investir de façon importante dans ses deux sites de la Région Grand Est afin d'augmenter leurs capacités de production. Il s'agit d'une part, d'investir plus de 60 millions d'euros et de créer environ 60 emplois à Gironcourt-sur-Vraine (Vosges) et d'autre part, d'investir 50 millions d'euros à Reims (Marne) et de créer près de 30 emplois.

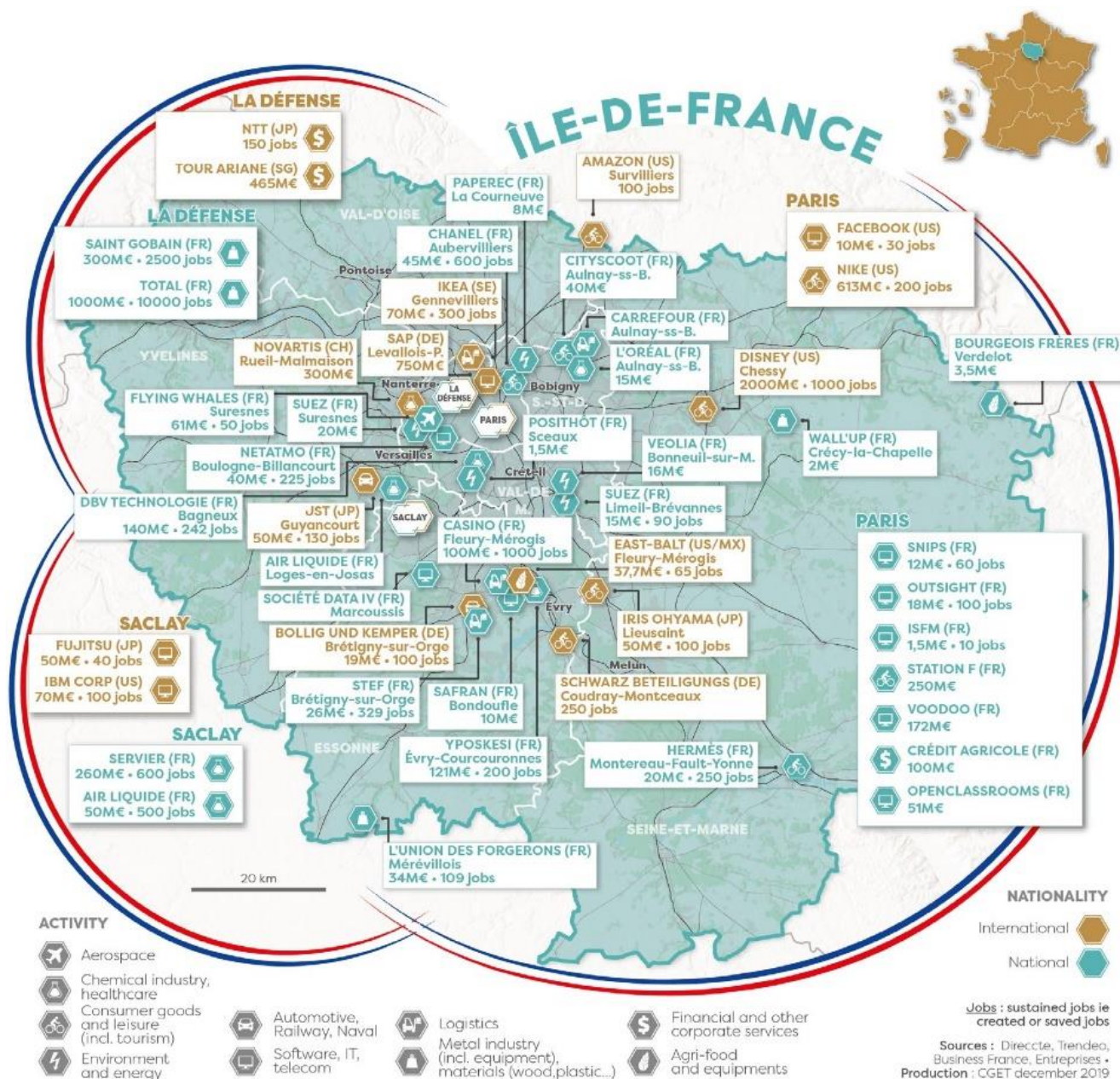


PIB régional : 154 Md€

L'accès direct à un environnement international a favorisé l'implantation de 2300 entreprises étrangères. Les Hauts-de-France sont la 4e région exportatrice de France et se situent au 3e rang des projets d'investissements étrangers avec 115 investissements accueillis en 2018, permettant la création ou la sauvegarde de 5266 emplois. Présent depuis 30 ans en région Hauts-de-France, Coca Cola réinvestit régulièrement sur son site de Socx près de Dunkerque, son plus important site en France avec 350 personnes employées. En 2018, l'entreprise y a ouvert la septième ligne de production ultra-moderne de bouteilles en verre de boissons gazeuses ou plates, pour un investissement de 19 millions d'euros.

Le groupe japonais Takara Foods a choisi Amblainville dans l'Oise pour sa première implantation européenne. A travers un investissement de 1,6 million d'euros, la firme japonaise développe une usine de fabrication de « ramen » de 3 000m2 dont 500 m2 d'atelier. L'usine produira des kits de ramen « prêt-à-l'emploi » pour les restaurateurs. Cet investissement s'accompagne de trente emplois en CDI.

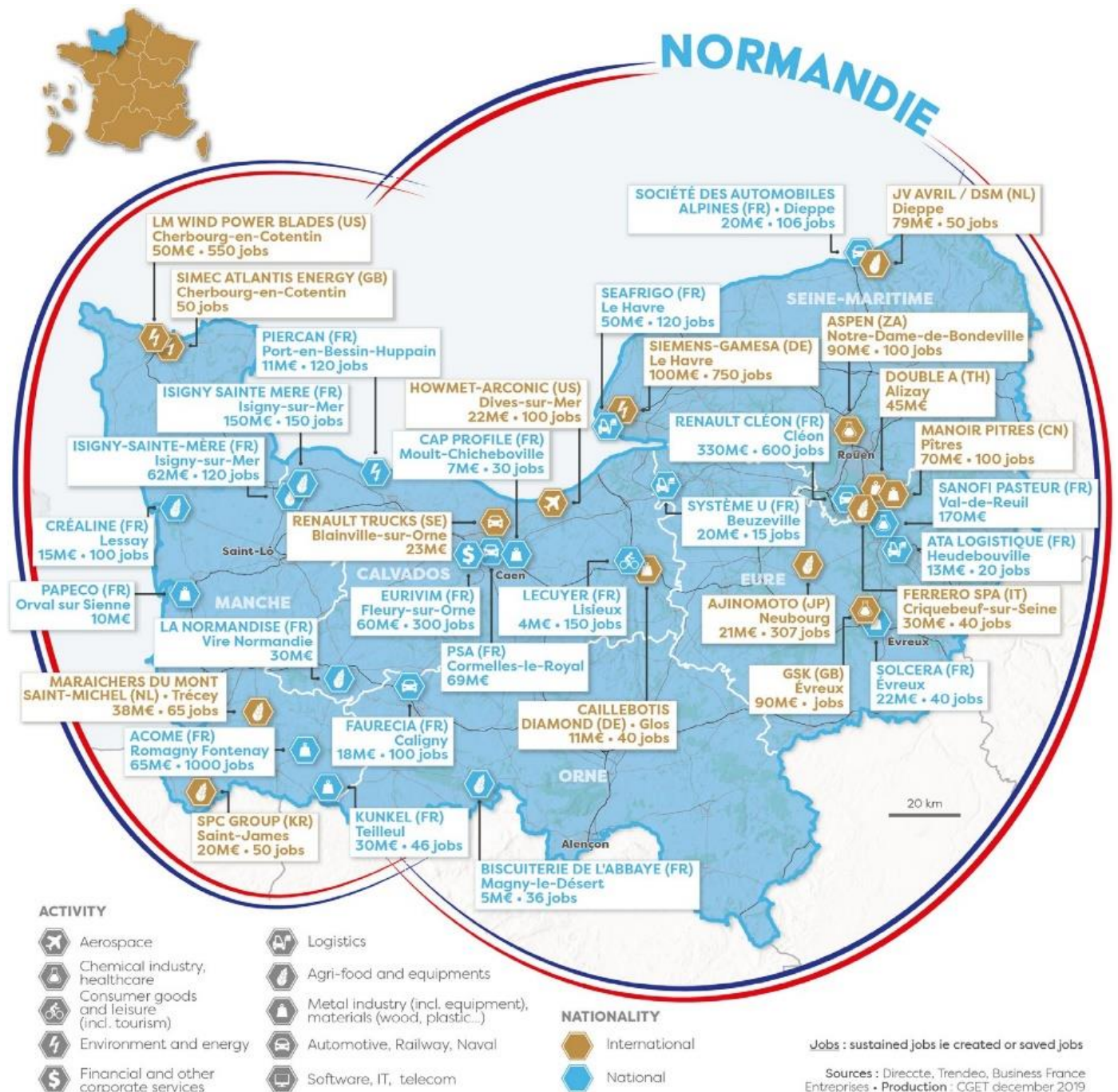
Après l'inauguration d'un data center de 1 500 m2 pour 8,3 millions d'euros investis en 2018, Comarch France, groupe d'origine polonaise, développe ses activités de recherche et développement en Hauts-de-France. Ces activités se concentrent essentiellement dans le domaine du retail et de l'healthcare. Ces différents projets s'accompagnent de 28 emplois en CDI.



PIB régional : 702 Md€

L'Île de France est la 1^{re} région d'accueil des projets d'investissements étrangers en France. En 2018, 409 investissements directs étrangers nouveaux se sont implantés en Île-de-France permettant la création ou le maintien de 6794 emplois. La région se distingue par la forte présence de centres de décision. 57% des projets en Île-de-France relèvent de cette fonction. Le groupe FATRI, l'un des leaders de l'ingénierie fabricant des capteurs à haute valeur ajoutée (industries aéronautique, automobile, énergétique, médicale), a décidé en 2019 de s'implanter en Europe et a choisi l'Île-de-France.

Ce projet représente la création d'une centaine d'emplois d'ingénieurs. BULB, start-up CleanTech britannique, qui développe des logiciels pour réduire les coûts énergétiques, a choisi de s'implanter en Île-de-France en mai 2019. BULB France annonce la création d'une centaine d'emplois.



PIB régional : 93,4 Md€

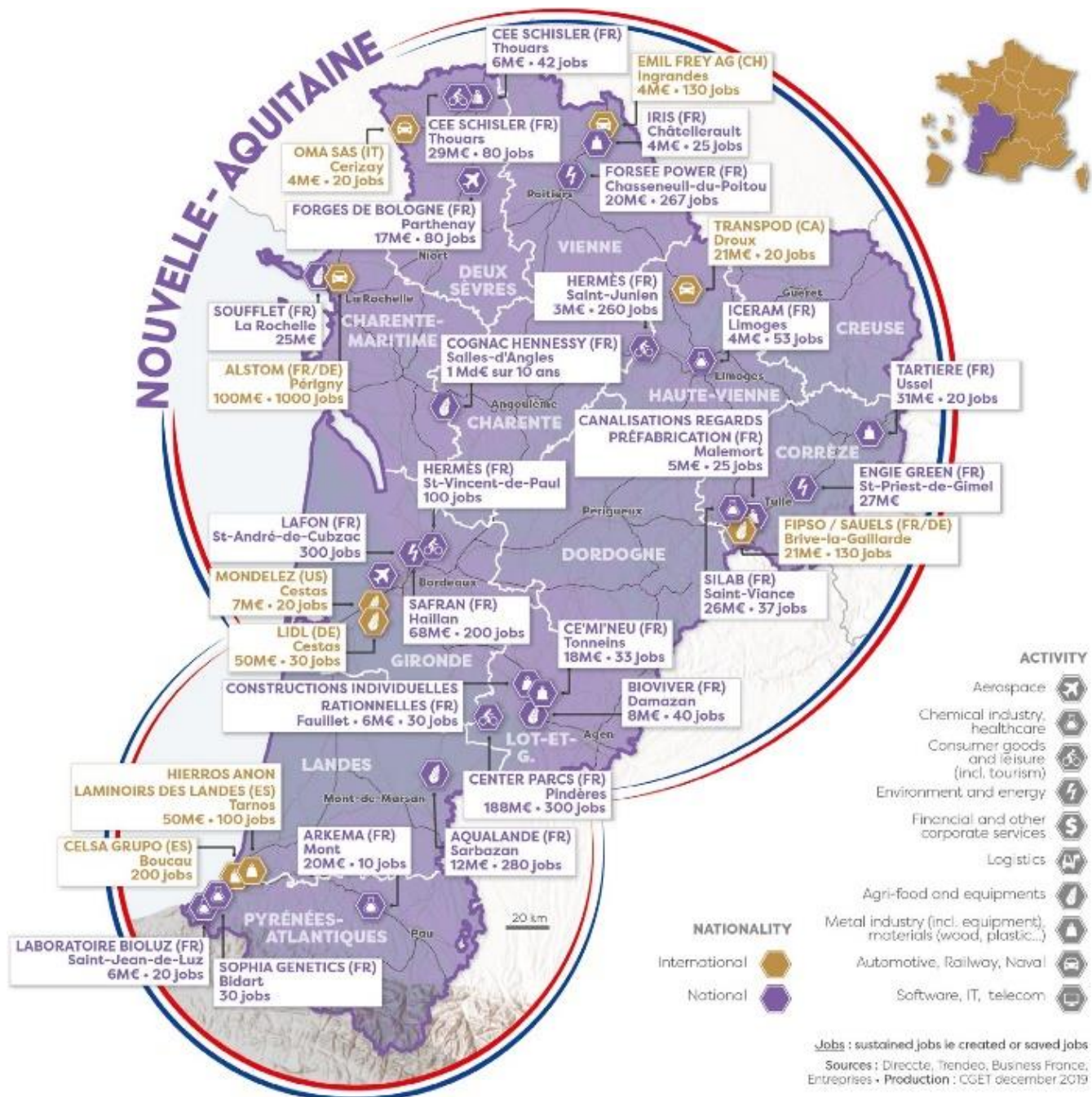
Son emplacement géographique stratégique lui donne accès à un marché potentiel de 200 millions de consommateurs : il fait de la Normandie une grande région en termes d'exportation avec 35 % du PIB régional réalisé à l'export.

Les investissements internationaux sont en forte hausse (+18 %). La région a accueilli 40 projets d'investissements étrangers en 2018, permettant la création ou la sauvegarde de 896 emplois.

SIEMENS GAMESA (Espagne-Allemagne) ouvre un site industriel au Havre permettant la création de 750 emplois et pour produire des éoliennes et des pales.

ASPEN (Afrique du Sud) s'est engagé dans la production d'injectables anesthésiques sur son site normand avec un investissement de plus de 100 millions d'euros d'investissements.

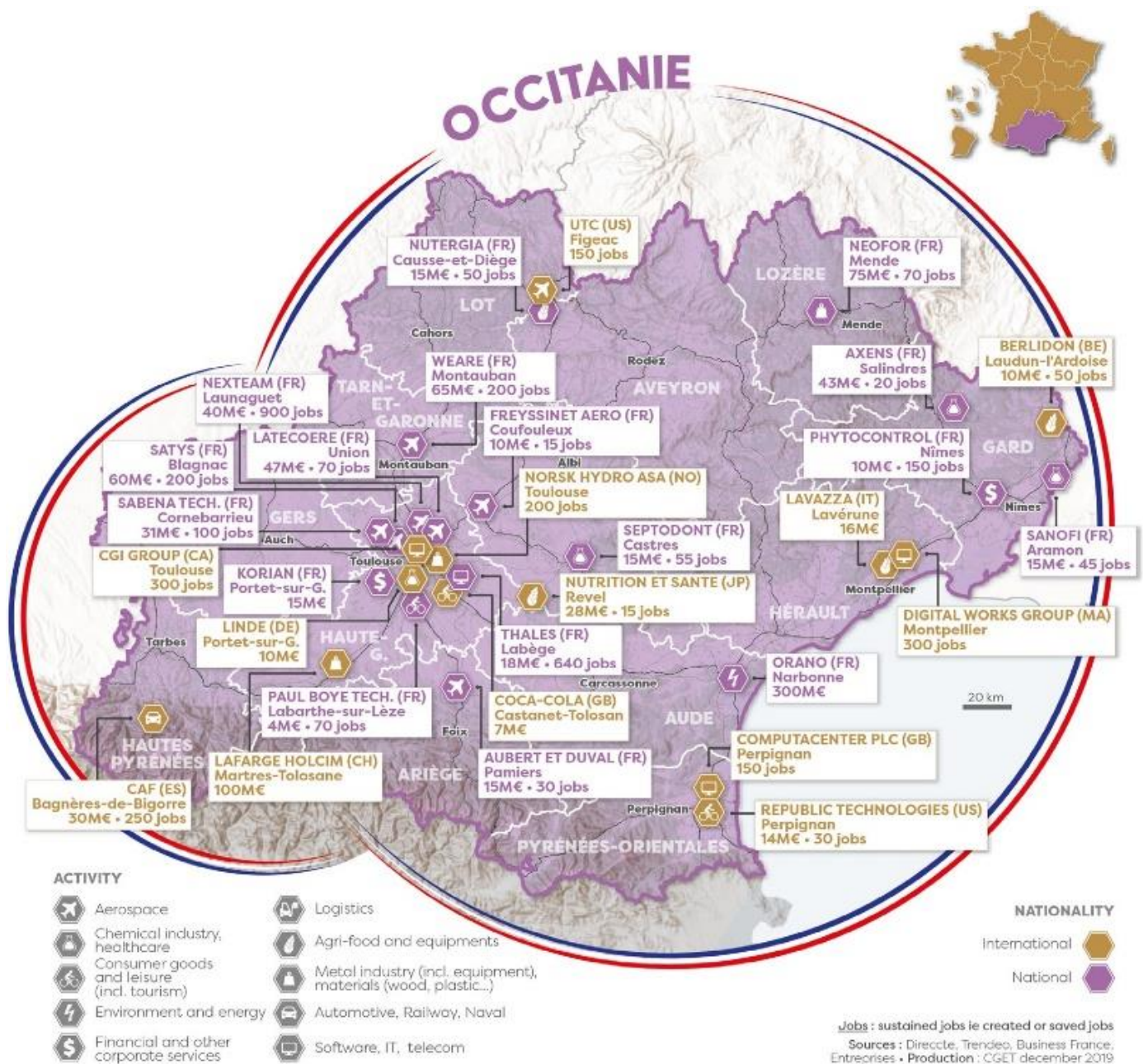
FERRERO (Italie) investit 30 millions d'euros dans la construction d'un nouvel entrepôt logistique dédié au stockage et au conditionnement desservir pour l'essentiel le nord-ouest de la France. Le siège Ferrero France est installé en Normandie ainsi que son usine de production de pâte à tartiner.



PIB régional : 171,9 Md€

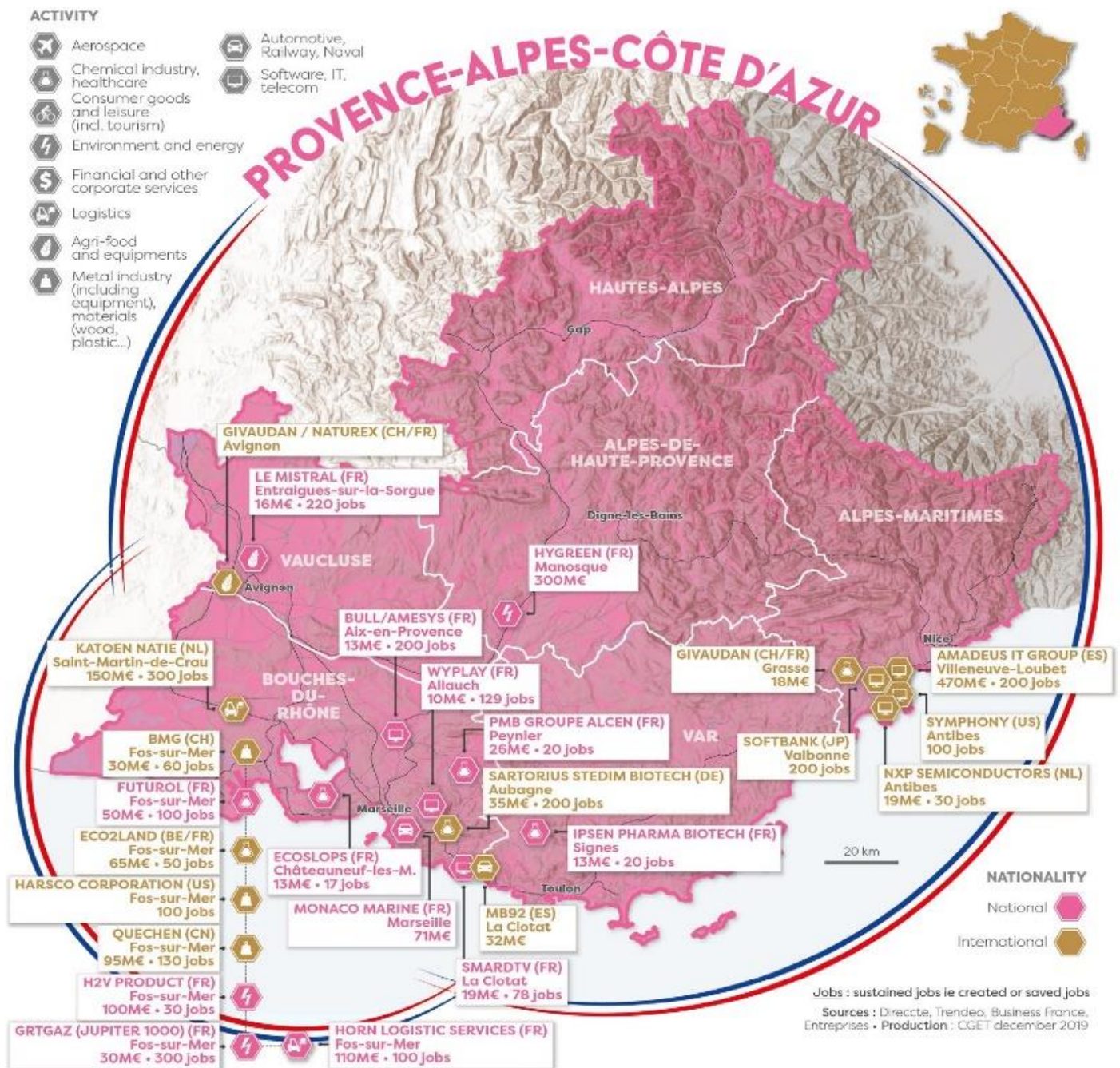
Plus de 1 300 entreprises étrangères sont présentes en Nouvelle-Aquitaine et emploient plus de 55 000 salariés. La Nouvelle-Aquitaine est la 6e région d'accueil des projets d'investissement étrangers en France : 100 projets nouveaux permettant la création ou la sauvegarde de 2037 emplois ont été décidés en 2018.

Le groupe espagnol CELSA, leader mondial de la sidérurgie, pose la première pierre de son projet de construction d'un nouveau Laminoir fin janvier prochain sur son site de Boucau-Tarnos sur le Port de Bayonne (Pyrénées Atlantiques). Cet investissement de 60 millions d'euros avec la création de 140 nouveaux emplois permettra de faire du site le plus grand complexe sidérurgique du Sud de la France.



PIB régional : 166 Md€

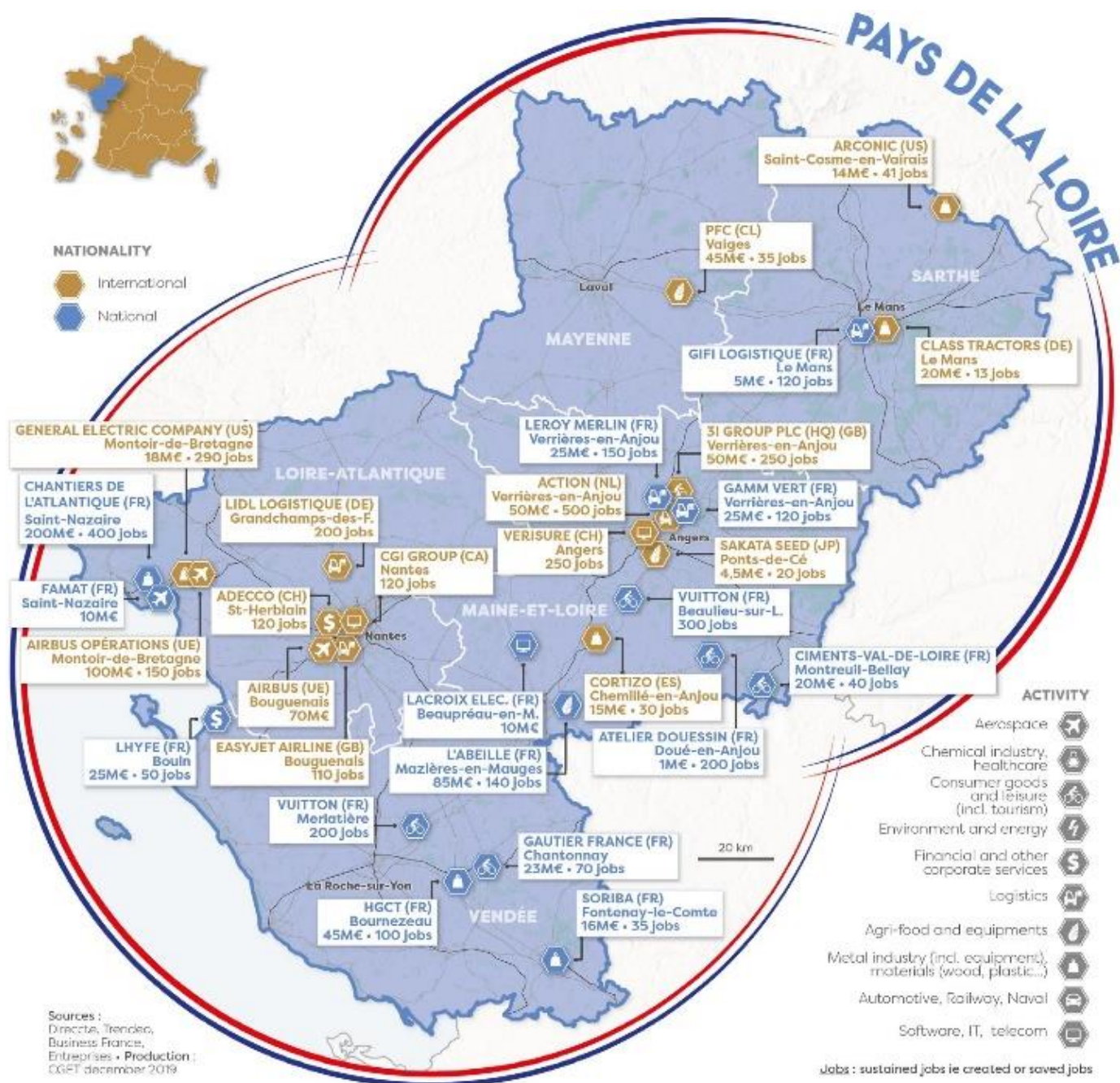
La région Occitanie est la 4e région d'accueil des projets d'investissement étrangers en France : 111 projets ont été décidés en 2018, permettant la création ou la sauvegarde de 2 636 emplois. L'entreprise américaine BIOTRICITY réalise un investissement de 70 millions d'euros afin de mettre en place une centrale de cogénération bois-énergie à Maubourguet (Hautes-Pyrénées). Ce projet est un des lauréats d'un appel d'offres du ministère de la Transition écologique et solidaire. Le groupe familial italien Lavazza a investi 16 millions d'euros pour faire de l'usine de Lavérune (Hérault), un site d'excellence du café « made in France ». Le groupe britannique Computacenter vient d'établir son 3^e centre de services informatique (150 emplois à Perpignan) en Occitanie où il compte déjà près de 500 emplois.



PIB régional : 152 Md€

La région Sud accueille 100 000 résidents étrangers de 160 nationalités différentes. Elle compte plus de 2 200 entreprises étrangères implantées sur son territoire. Les investissements internationaux sont en forte hausse, + 18% en 2018 avec 79 projets nouveaux. En outre, la région a accueilli ces 10 dernières années, 674 projets d'investissements étrangers pour la création ou la sauvegarde de près de 20 000 emplois, soit 1 décision d'investissement par semaine en moyenne.

La région Sud accueille ITER, le plus grand projet scientifique mondial actuel représentant plus de 18 Mds d'euros d'investissement. Le groupe espagnol AMADEUS a annoncé une extension de ses activités sur son site de Sophia Antipolis, principal centre de R&D et de marketing du Groupe, en recrutant 250 nouveaux collaborateurs. ANSYS, entreprise américaine éditrice de logiciels spécialisés en simulation numérique renforce ses équipes en région SUD suite à l'acquisition d'une PME d'édition de softwares spécialisés. 30 nouveaux collaborateurs rejoignent le groupe.



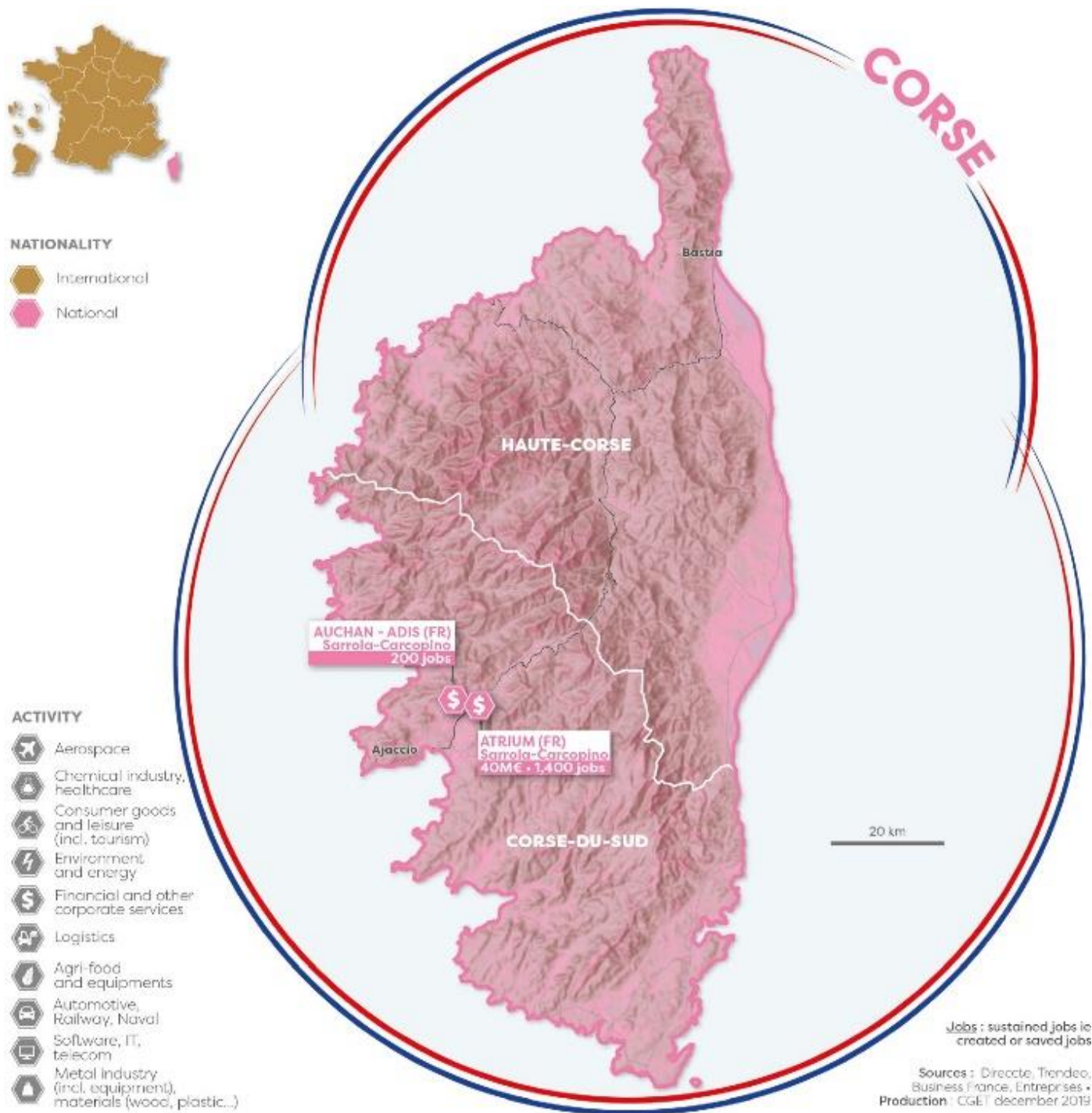
PIB régional : 116 Md€

Les Pays de la Loire sont une région attractive pour les investisseurs étrangers. Leur tissu économique à forte composante industrielle est particulièrement favorable aux investissements étrangers. Plus de 800 sociétés étrangères (Arconic, Bucher, GKN, Glaxosmithkline, NTN, Porsche, Scania, Thyssenkrupp, Toyota, Zambon,...) y sont déjà implantées et emploient plus de 60 000 collaborateurs.

La région a lancé récemment une démarche spécifique « International Companies Solutions » pour accompagner encore plus directement le développement local de ces filiales de groupes étrangers.

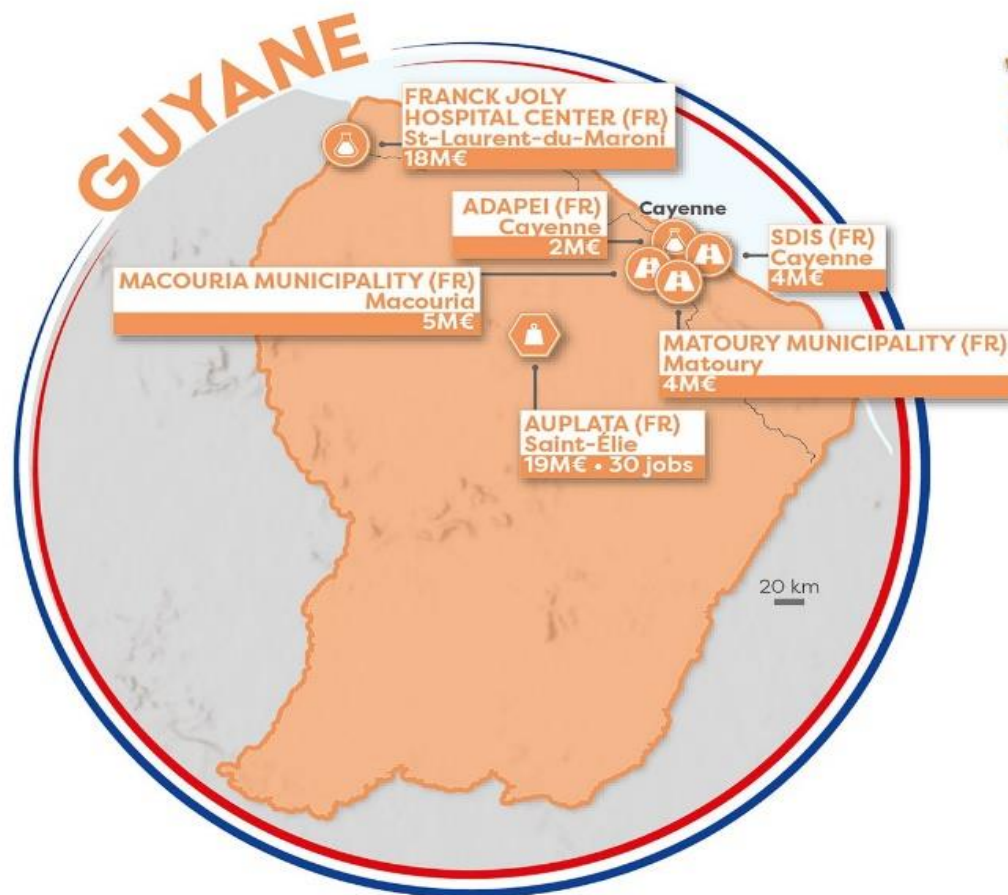
La région Pays de la Loire a accueilli 67 projets d'investissement étrangers en 2018, permettant la création de 1 776 emplois. La société américaine ARCONIC (ex-ALCOA) – spécialisée dans la fabrication et l'usinage de pièces métalliques – a investi 14 millions d'euros dans la modernisation de son usine de Saint-Cosme-en-Vairais (Sarthe). Le site emploie plus de 700 salariés et produit vis et écrous pour l'industrie aéronautique et le secteur automobile.

Le leader européen des alarmes connectées Verisure (Suisse) a ouvert à Angers son plus grand centre de télésurveillance de France, qui devrait compter 500 collaborateurs d'ici 2024.



PIB régional : 8,8 Md€

Le tourisme est le 1er secteur économique de l'île. Il représente 31 % du PIB et 24% hors transport, 30 % des exportations, 10 % des emplois (20 000 emplois au pic de la saison) et 2,5 Md€ de dépenses chaque année. La Corse jouit d'un tissu entrepreneurial innovant et dynamique dans les secteurs de l'agroalimentaire, du numérique et de l'aéronautique (Corse Composites aéronautique, 1er exportateur de Corse, est un équipementier de rang 1 ; les entreprises de ce secteur se sont regroupées au sein du Pôle des Industries Aéronautiques de Corse).



INVESTMENT

-  Private investment
-  Investment loan to local entities

ACTIVITY

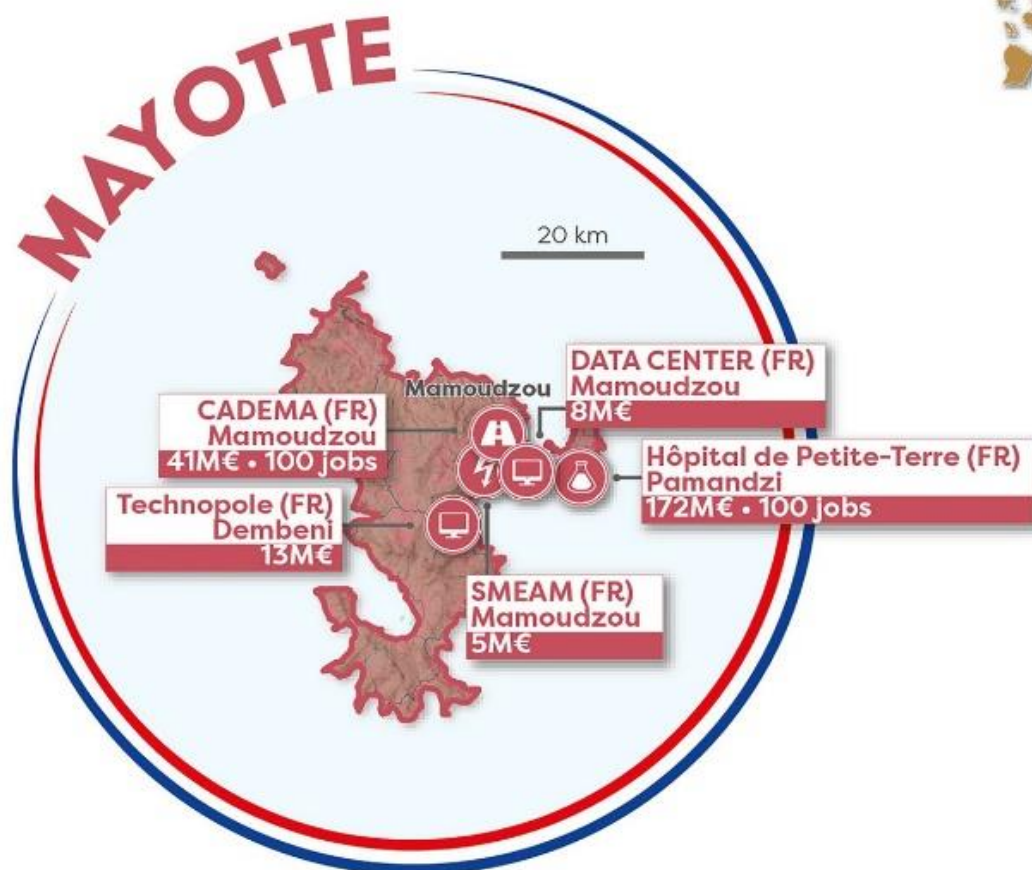
-  Metal industry (incl. equipment), materials (wood, plastic...)
-  Infrastructure
-  Environment and energy
-  Software, IT, telecom
-  Chemical industry, healthcare

Sources : Direccte, Trendeo, Business France, Entreprises, DG Trésor, AFD • Production : CGET décembre 2019

PIB régional : 4 Md€

Trois territoires à fort potentiel ont été labellisés en 2019 « Territoires d'industrie » : Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni. Le Centre spatial guyanais (CSG) situé à Kourou sert de base opérationnelle pour les lanceurs, Soyouz et Vega. Il s'étend sur environ 700 km² et regroupe l'ensemble des infrastructures de lancement exploitées par Arianespace et ses partenaires (installations de production, de préparation, d'assemblage, etc.). L'activité spatiale (16 % du PIB) et la présence de plusieurs centres de recherche confèrent à la Guyane la plus forte part d'emplois de recherche des régions françaises, juste derrière l'Île de France. Avec 11 % des salariés, les services aux entreprises sont également fortement implantés.

Les secteurs agroalimentaire, cosmétique, énergies renouvelables, l'industrie de manière générale, tourisme, production audiovisuelle, santé... offrent des opportunités importantes aux investisseurs. Les startups sont accueillies dans des incubateurs et des pépinières d'entreprises pour développer leur concept et trouver des financements. La Guyane présente un environnement tech accueillant pour les entrepreneurs.



INVESTMENT

-  Private investment
-  Investment loan to local entities

ACTIVITY

-  Metal industry (incl. equipment), materials (wood, plastic..)
-  Infrastructure
-  Environment and energy
-  Software, IT, telecom
-  Chemical industry, healthcare

Sources : Direccte, Trendeo, Business France, Entreprises, DG Trésor, AFD • Production : CGET december 2019

PIB régional : 2,3 Md€

La région a accueilli 56 000 touristes en 2018. Mayotte séduit grâce à ses 1100 km² de lagons, ses 195 km de barrière récifale, ses 170 plages et ses 200 km de sentiers de randonnée. Le Parc naturel marin de Mayotte comprend 300 espèces de coraux, 2300 espèces marines et 25 espèces de mammifères marins. Très appréciée des touristes, l'île propose une biodiversité rare (baleines, dauphins, tortues, 35 espèces d'oiseaux) et un climat doux (26°C). Membre du réseau « Iles Vanille », Mayotte dispose de 57 établissements d'hébergement marchands et projette de créer 6 hôtels côtiers, soit 500 nouvelles chambres d'ici 2024.



INVESTMENT

- Private investment.
- Investment loan to local entities.

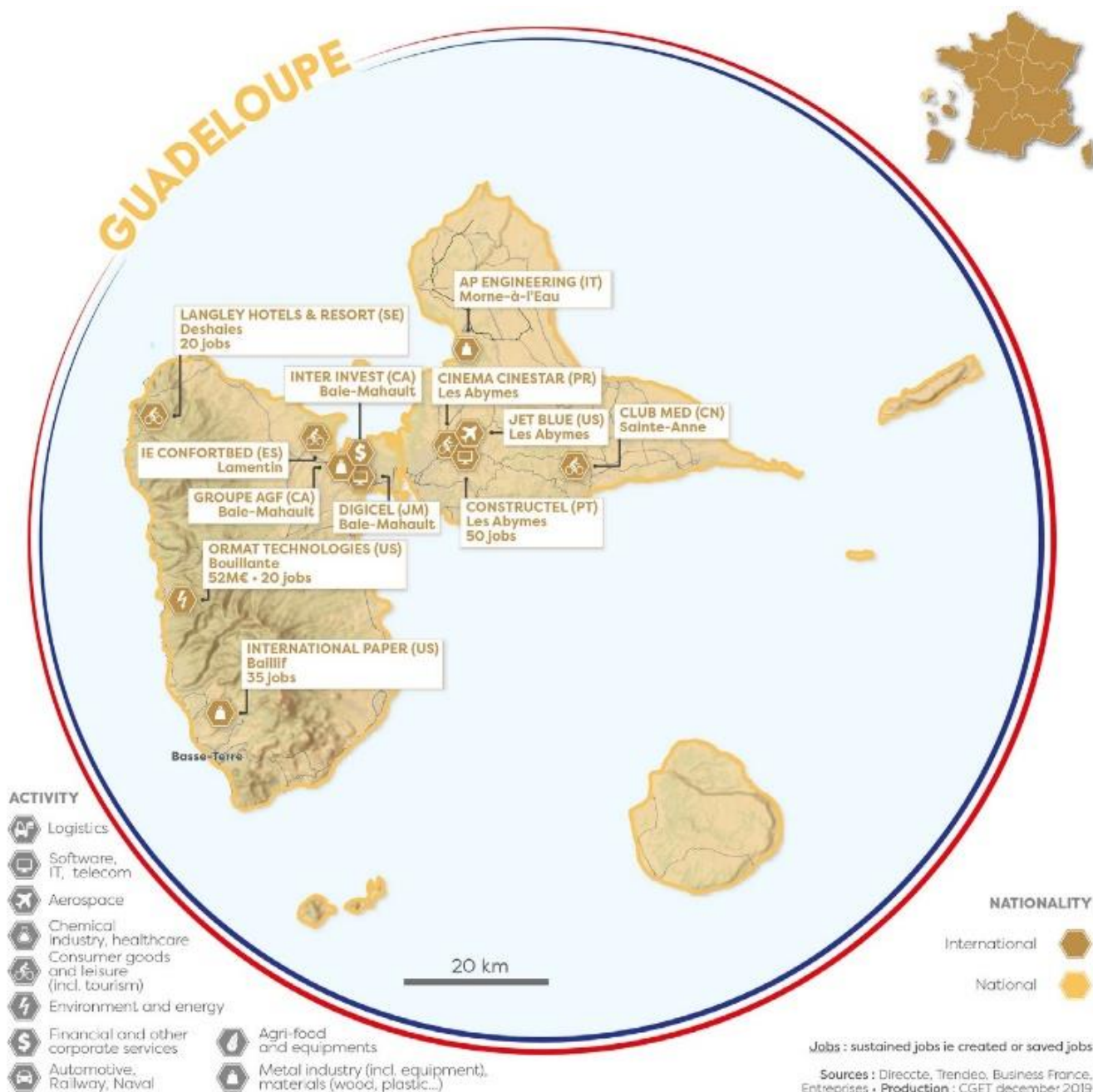
ACTIVITY

- Metal industry (incl. equipment), materials (wood, plastic...)
- Infrastructure
- Environment and energy
- Software, IT, telecom
- Chemical industry, healthcare

Sources : Directo, Trendeo, Business France, Entreprises, DG Trésor, AFD - Production : CGET december 2019

PIB régional : 18,53 Md€

La Réunion dispose d'une position géostratégique à la confluence des nouvelles routes de la Soie, de l'Afrique australe & orientale, de la péninsule arabique et de l'Asie du Sud-Est. Des infrastructures aux standards européens offrent les services d'un hub multimodal : l'aéroport Roland Garros (2,3 millions de passagers en 2017 et une capacité fret de 40 000 tonnes par an), le grand port maritime de La Réunion (port d'intérêt national cumulant les fonctions de gare maritime, port de commerce, base navale, port de plaisance et port de pêche) et plus de 1200km de routes. Des infrastructures numériques sophistiquées couvrent intégralement le territoire (satellite, câbles sous-marins en fibre optique, réseau haut débit 4G). Cette région française et européenne offre donc un accès privilégié aux marchés économiques de sa zone géographique et au marché européen.

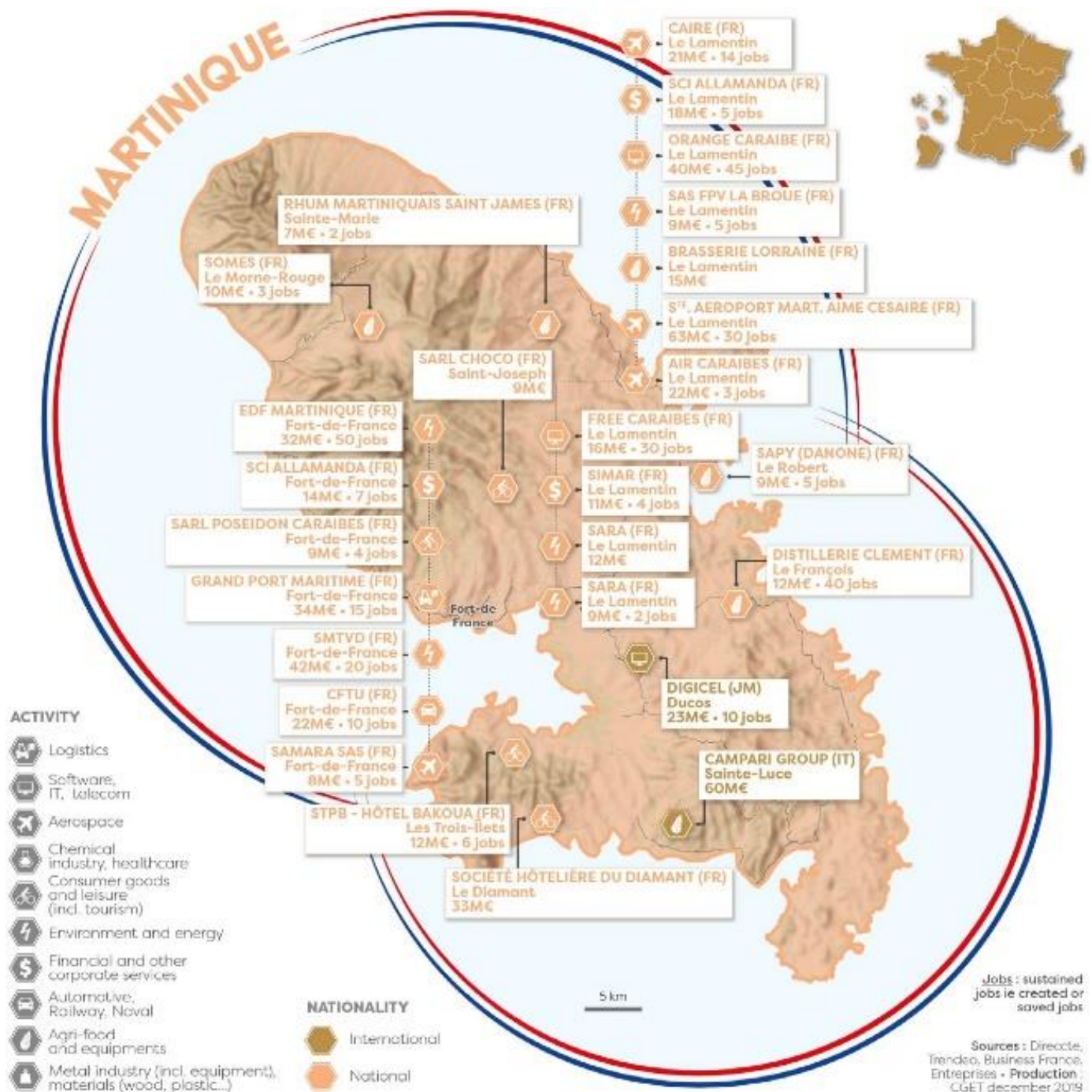


PIB régional : 8,4 Md€

Les atouts de la Guadeloupe se situent sur des filières traditionnelles porteuses (tourisme, agriculture et agrotransformation, pêche et activités marines, artisanat), sur des secteurs en croissance (énergies renouvelables et construction en milieu tropical, TIC) et sur des secteurs en émergence (services à la personne, silver économie, numérique et industries culturelles et créatives, déchets, eau et assainissement).

L'organisation en filière, en clusters et en pôles d'excellence, se structure pour faciliter la pénétration des innovations, mieux accompagner les entreprises dans leur processus de transformation (digitalisation, transition écologique et énergétique, nouveaux modèles économiques, modernisation et d'adaptation de leurs outils productifs...), et dans leur internationalisation.

La labellisation du territoire de Jarry comme « Territoire d'industrie » permettra de renforcer son attractivité et les projets ambitieux comme l'implantation de la future technopole regroupant des industries et services innovants, et des moyens de recherche et de formations de pointe.



PIB régional : 8,8 Md€

La Martinique dispose d'infrastructures portuaires qui la classent au 7^e rang national en termes de trafic, et d'infrastructures aéroportuaires de premier plan.

C'est un marché en pleine expansion représentant une véritable opportunité pour des investisseurs nationaux et internationaux qui envisagent une implantation en Martinique sur les secteurs prioritaires de développement.

Fort de la production de banane et de canne à sucre, le secteur primaire représente 4 % du PIB pêche comprise. Le secteur secondaire - qui s'est diversifié depuis ses origines dans l'import-substitution - est aujourd'hui dominé par les filières énergies, agro-alimentaire et BTP (14 % du PIB). Le secteur tertiaire (82 % du PIB) recèle des filières en croissance tels le transport automobile et le tourisme. En 2019, 2 territoires martiniquais ont été labellisés « Territoires d'industrie ».